

Intelligence affinée Décisions éclairées

RAPPORT ANNUEL 2025



INSTITUT
C.D. HOWE
INSTITUTE

NOTRE MISSION

L'Institut est un organisme indépendant à but non lucratif, dont la mission est d'élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. Généralement considéré comme le groupe de réflexion le plus influents, l'Institut est une source digne de foi de connaissances indispensables en matière de politiques au Canada; il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des faits et revue systématiquement par des experts chevronnés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2025

PRÉSIDENT

**Blake C. Goldring, C.M., O.Ont.,
M.S.M., CD**
Président exécutif, AGF
Management Limited.

VICE-PRÉSIDENTS

Marcia Moffat
Directrice générale – Chef de
pays pour le Canada, BlackRock

Aaron W. Regent, FCPA, FCA
Président du conseil et chef de
la direction, Magris Performance
Inc.; président du conseil,
Banque Scotia

PRÉSIDENT ÉMÉRITE

Hugh L. MacKinnon
Ancien président-directeur
général, Bennett Jones LLP

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

William B.P. Robson
Institut C.D. Howe

ADMINISTRATEURS

Éric Bédard
Associé/Associé directeur,
région du Québec, Fasken

Scott Burns
Président du conseil, BURNCO
Group of Companies

Heather Chalmers
Présidente et chef de la
direction, GE Vernova Canada,
présidente, GE Vernova – Hydro
Amérique du Nord

Bert Clark
Président et chef de la direction,
Investment Management
Corporation of Ontario (IMCO)

Brad W. Corson
Président du conseil, président et
chef de la direction, Compagnie
Pétrolière Impériale Ltée

Hélène Desmarais, C.M., O.Q.
Présidente-directrice générale,
IVADO Labs

Laura Dottori-Attanasio
Présidente et chef de la
direction, Element Fleet
Management Corp.

Rick Ekstein
Président et chef de la direction,
Phaze 3 Management Inc.

Heather Evans
Directrice générale et chef
de la direction, L'Association
canadienne d'études fiscales

Louis Gagnon
Président des activités
canadiennes, Intact Corporation
financière

Rosanne Hill Blaisdell
Présidente et chef de
la direction, Harvard
Developments Inc., A Hill
Company

Brian K. Johnston, CPA, CA
Administrateur de sociétés

Anna Kennedy, FCPA, FCA
Administratrice de sociétés

Cyrus Madon
Président exécutif, capital-
investissement, Brookfield Asset
Management Inc.

Ronald P. Mathison
Président du conseil, Matco
Investments Ltd.

Gilles G. Ouellette
Président du conseil, Gestion
de patrimoine, BMO Groupe
financier

David Rawlings
Chef de la direction, JPMorgan
Chase Canada

Geoff Smith
Président exécutif, EllisDon Inc.

Stephen Smith
Président et chef de la direction,
Smith Financial Corporation

Kevin Strain
Président et chef de la direction,
Sun Life

Jonathan Tétrault
Associé directeur, Sagard
Holdings



MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

BLAKE C. GOLDRING, C.M., O.Ont.,
M.S.M., CD

L'Institut C.D. Howe a pour mission de promouvoir des politiques publiques économiquement viables qui améliorent le niveau de vie des Canadiens. En 2025, l'Institut a réalisé cette vision lors d'une année marquée par la pression économique au pays et l'incertitude à l'étranger.

Alors que les tensions commerciales refaisaient surface et que les défis budgétaires s'intensifiaient, nous avons continué à nous attacher à fournir des analyses claires et indépendantes afin d'éclairer le débat public.

Nos recherches ont abordé à la fois les enjeux immédiats et les enjeux structurels auxquels le pays est confronté. Nous avons examiné la réponse du Canada aux nouvelles menaces relatives aux droits de douane américains, défini une orientation budgétaire responsable dans notre budget parallèle 2025 et proposé des mesures concrètes visant à réduire les obstacles au commerce intérieur. Nous avons également examiné les mesures obligatoires relatives aux véhicules électriques, le projet de train à grande vitesse sur le corridor Toronto-Québec, ainsi que l'importance de préserver l'indépendance de la Banque du Canada – le tout sur la base d'analyses rigoureuses et évaluées par des pairs.

Ce fut aussi une année de transition de leadership. Après deux décennies comme président-directeur général, William B.P. Robson a annoncé sa décision de quitter son poste à compter du 28 février 2026. Bill a renforcé la capacité de recherche de l'Institut, élargi sa portée nationale et renforcé sa réputation d'excellence non partisane. Nous le remercions pour son service vraiment extraordinaire. Nous sommes également heureux qu'il poursuive son travail en tant que premier titulaire de la chaire William Robson en gouvernance et responsabilité du secteur public.

Après une recherche internationale approfondie, le conseil d'administration a nommé Jeremy Kronick comme nouveau président-directeur général. Il était précédemment le vice-président, Analyse économique et stratégie et directeur du Centre de politique financière et monétaire de l'Institut. Grâce à son leadership intellectuel et à son engagement envers la mission de l'Institut, Jeremy est parfaitement placé pour s'appuyer sur les bases solides posées par Bill et diriger l'Institut avec détermination et conviction vers une nouvelle ère.

L'extraordinaire générosité de nos membres et de nos donateurs a soutenu les progrès de l'Institut en 2025. Notre campagne « Insight, Engagement, Impact » est la plus réussie de l'histoire de l'Institut, menée par des dons transformateurs de 2 millions de dollars de Donald K. Johnson et Stephen J.R. Smith pour soutenir notre déménagement dans de nouveaux locaux au 110, rue Yonge. Un don de 350 000 \$ de Lara et Bert Clark, ainsi que des contributions importantes de 250 000 \$ de la part de Hugh et Laura MacKinnon, Laura Dottori-Attanasio, Brian K. Johnston, Intact Corporation financière et la Brookfield Partners Foundation – en plus de la mienne – témoignent d'une grande confiance dans le travail et l'avenir de l'Institut.

Nous étions également fiers de célébrer le chargé de recherche international Peter Howitt, qui a reçu le prix Nobel d'économie – une reconnaissance de la qualité de la recherche représentée parmi nos auteurs.


Enfin, je félicite le personnel de l'Institut, les chargés de recherche, les membres des conseils sur les politiques et mes collègues administrateurs pour leur dévouement et leur gestion remarquables. Je suis particulièrement reconnaissant envers notre ancien président, Hugh L. MacKinnon, c.r., maintenant président émérite, pour ses 11 années de leadership. Je suis honoré d'avoir succédé à Hugh comme président du conseil d'administration en juin 2025.

Les défis auxquels le Canada fait face sont importants, mais les possibilités le sont tout autant. L'Institut C.D. Howe continuera de confronter les questions politiques les plus urgentes du pays avec rigueur, indépendance et conviction.

Au nom du conseil d'administration, merci pour votre confiance, votre engagement et votre soutien.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Blake C. Goldring, C.M., O.Ont., M.S.M., CD
Président du conseil, Institut C.D. Howe



« L'Institut C.D. Howe a pour mission de promouvoir des politiques publiques économiquement viables qui améliorent le niveau de vie des Canadiens. »

– Blake C. Goldring, C.M., O.Ont., M.S.M., CD
Président du conseil, Institut C.D. Howe



MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

WILLIAM B.P. ROBSON

L'année 2025 a été une année exceptionnelle pour l'Institut C.D. Howe. L'Institut a renforcé sa réputation de principal groupe de réflexion sur la politique économique au Canada grâce à des travaux de recherche et des publications d'actualité et faisant autorité, ainsi qu'à des événements qui mettaient en vedette des thèmes captivants et des intervenants de premier plan, le tout dans un format interactif stimulant. Il a déménagé dans de nouveaux locaux au 110, rue Yonge à Toronto – une meilleure installation pour les membres de l'Institut, le personnel et les visiteurs. Il a lancé la campagne de financement la plus réussie de son histoire. Et il s'est positionné pour l'avenir grâce à des changements clés de leadership.

C'est avec un plaisir particulier que je vous annonce que l'Institut C.D. Howe est en si bonne posture, compte tenu du besoin pressant pour les Canadiens de répondre efficacement à des défis économiques et politiques redoutables. Les politiques américaines agressives et imprévisibles aggravent des problèmes de longue date, à savoir le faible niveau d'investissement et la baisse de productivité. Les gouvernements se sont trop étendus, avec des dépenses et des emprunts qui dépassent notre capacité de paiement, et des régimes fiscaux qui découragent le travail, l'épargne et l'investissement sans motif valable. Les discussions sur le renforcement de la résilience économique grâce à de nouvelles infrastructures et des initiatives de stimulation du commerce n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat mesurable.

De tels moments peuvent conduire le débat public à privilégier la clarté au détriment du volume. L'Institut s'est distingué par son analyse mesurée et lucide pour les décideurs politiques, les chefs d'entreprise et les commentateurs. Son groupe de travail sur les crises commerciales – constitué rapidement en réponse à l'escalade des menaces relatives aux droits de douane – est devenu un forum de conseils pratiques et opportuns. Ses autres groupes de travail et conseils de politiques publiques ont cimenté notre réputation d'expertise approfondie et de pertinence en matière de politiques publiques.

Et surtout, le travail de l'Institut a touché un large public. Des centaines de milliers de Canadiens ont consulté directement les études de recherche sur son site Web, notamment des études largement lues sur l'imposition des gains en capital, la performance du système de santé canadien, les défis structurels de nos marchés du travail et la façon de remettre les finances fédérales sur la voie de la durabilité. L'Institut a conservé sa position de premier plan en matière de citations dans les médias traditionnels et a enregistré plus de 28 millions d'impressions sur ses plateformes de médias sociaux.

Des gouvernements à différents niveaux ont collaboré avec l'Institut sur ses travaux concernant l'offre de logements, les soins de santé, la réglementation financière et la transparence budgétaire. L'Institut a contribué à des discussions continues sur des sujets aussi variés que la durabilité de Postes Canada, le cadre émergent pour la cryptomonnaie stable et la manière d'améliorer le climat d'investissement et la compétitivité du Canada.

Le rôle de l'Institut comme forum de discussion réfléchi sur des sujets essentiels était tout aussi évident en 2025. Il a accueilli le débat Regent le plus suivi de son histoire, mettant en vedette deux anciens premiers ministres, le très honorable Jean Chrétien et le très honorable Stephen Harper. Au cours de l'année, il a réuni des dirigeants



De gauche à droite : Jeremy Kronick, Hugh MacKinnon et William B.P. Robson

de partout au pays pour des conférences, des tables rondes et des ateliers, dont l'honorable Dominic LeBlanc, la secrétaire du Cabinet Michelle Diemanuele, le premier ministre Doug Ford de l'Ontario et l'économiste en chef de la RBC Frances Donald, ainsi que de nombreux autres hauts fonctionnaires, décideurs et experts.

Sur le plan de la direction, Blake C. Goldring a succédé à Hugh MacKinnon au poste de président du conseil d'administration de l'Institut C.D. Howe en juin. Je remercie Hugh pour ses nombreuses années de service assidu envers l'Institut, et je souhaite la bienvenue à Blake, qui allie son dévouement à l'approche de l'Institut à un vif désir d'améliorer les politiques publiques – une excellente combinaison pour le président d'un conseil d'administration. J'ai aussi décidé, après 38 ans à l'Institut, dont 20 comme chef de la direction, qu'il était temps de partir. J'ai été ravi lorsque le conseil d'administration a nommé Jeremy Kronick comme mon successeur en mars 2026. Jeremy a fait preuve d'un leadership exceptionnel dans la recherche de l'Institut et possède l'expertise, l'expérience et le dynamisme nécessaires pour faire progresser l'Institut dans les années à venir.

Ce fut un privilège d'occuper les fonctions de président-directeur général de l'Institut C.D. Howe, et je me réjouis de rester en lien avec l'Institut en tant que premier président émérite, chargé de recherche invité et premier titulaire de la chaire William Robson en gouvernance et responsabilité du secteur public. L'Institut a encore beaucoup de travail à faire. L'analyse indépendante et fondée sur des données probantes est plus importante que jamais. Je suis certain que l'Institut C.D. Howe continuera à la fournir et à contribuer à la prospérité du Canada et des Canadiens, aujourd'hui comme demain.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

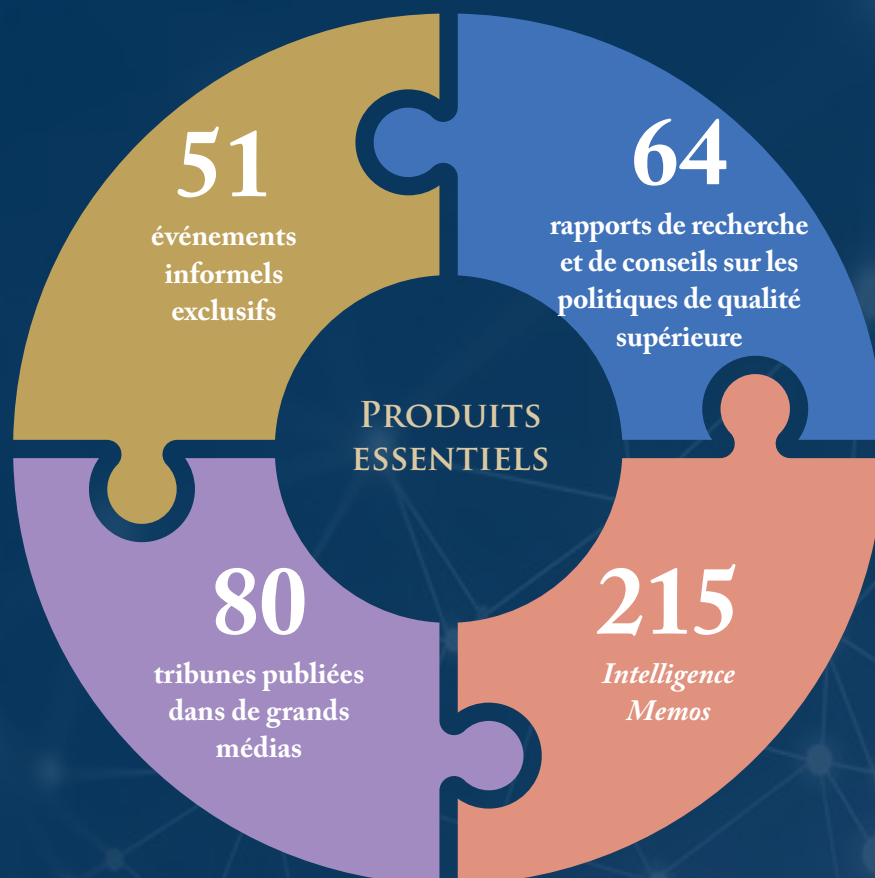
William B.P. Robson

Président-directeur général

VOS DONNS PHILANTHROPIQUES À L'ŒUVRE

Le groupe de réflexion le plus primé

L'Institut est le premier groupe de réflexion sur la politique économique du Canada dans les classements mondiaux de *Research Papers in Economics (IDEAS/RePEc)* et du *Think Tanks and Civil Societies Program (TTCSP)*. Il a remporté sept prix Douglas Purvis pour l'excellence de ses textes sur la politique économique canadienne



PUBLICATIONS LES PLUS CITÉES DE 2025

- 1 *The Fiscal Update the Government Should Have Produced, and the Budget Canada Needs* de William B.P. Robson, Don Drummond et Alexandre Laurin
- 2 *Immigration Policy Still in Need of a Course Correction – Report of the Immigration Targets Council*; et *Back to the Future? Canada's Auto Strategy* – de Stephen Beatty
- 3 *Underequipped: How Weak Capital Investment Hurts Canadian Prosperity and What to Do about It* – de Mawakina Bafale et William B.P. Robson



Nous avons été l'un des groupes de réflexion les plus cités en 2025, dominant la couverture des deux quotidiens nationaux du Canada, *The Globe and Mail* et le *National Post*.

DONS ET SUBVENTIONS IMPORTANTS EN 2025

L'Institut C.D. Howe s'appuie sur les contributions philanthropiques pour faire avancer sa mission. Notre budget est peu élevé par rapport à notre production, et nous ne bénéficions pas de fondations dans les huit chiffres ou de subventions gouvernementales pluriannuelles majeures. Chaque don que nous recevons est purement philanthropique, et nous n'acceptons pas les contributions qui exigent des conclusions prédéterminées ou qui compromettent l'indépendance de notre personnel et de nos chercheurs.

Les dons majeurs et les commandites d'événements permettent à nos partisans de renforcer la recherche et la diffusion de l'Institut dans des domaines d'intérêt particuliers. Ces contributions s'ajoutent à notre campagne annuelle d'adhésion, nous aidant à attirer des universitaires de premier plan et à soutenir des programmes qui génèrent des solutions politiques innovantes tout en protégeant notre indépendance.

Nous remercions sincèrement les partisans suivants :

Dons importants provenant de particuliers

Rosanne Hill Blaisdell	John et Rebecca	David et Tasha Rawlings	The Lara and Bert Clark
Heather Chalmers	Horwood	William B.P. Robson	Family Foundation
Laura Dottori-Attanasio	Duncan Jackman	Stephen J.R. Smith	The Petman Foundation
Rick Ekstein	Donald K. Johnson	Clark Family Foundation	(Richard Howson)
Heather Evans	Brian et Colleen	Hunter Family	The Regent Family
Maureen Farrow	Johnston	Foundation	Foundation
Briar Foster	Anna Kennedy	The Hugh & Laura	The Wilson Foundation
Blake C. Goldring	Peter MacKinnon	MacKinnon Family	
Graeme Hepburn	Cyrus Madon	Foundation	
	Marcia Moffat		

Subventions majeures de la part d'organisations

Amazon Canada	Association canadienne	Federation of Rental	Lotte & John Hecht
Association des	des compagnies	Housing Providers of	Memorial Foundation
municipalités de	d'assurance de	Ontario	Maclab Development
l'Ontario (AMO)	personnes inc.	GE Vernova Canada	Group
Bosa Properties	Association canadienne	Global Container	Mastercard Canada
BURNCO Ltd.	de l'immeuble	Terminals Inc.	Fondation Max Bell
Brookfield Partners	Société Canadian Tire	Google Canada	Nova Scotia Association
Foundation	Canadian Web3 Council	Innovative Medicines	of REALTORS
Association des	Crabtree Foundation	Canada	Regina Home Builders'
banquiers canadiens	Fondation canadienne	Intact Corporation	Association
Canadian Business	Donner	financière	Saskatchewan Realtors
Growth Fund	EllisDon Corporation	Bureau d'assurance du	Association
Association canadienne	Exportation et	Canada	Toronto Regional Real
des coopératives	développement Canada	Intuit Canada	Estate Board
financières	Fédération canadienne	Fondation John Dobson	Toyota Canada
	des municipalités		

NOTRE DÉMÉNAGEMENT DE BUREAU

Le déménagement de l'Institut au 110, rue Yonge en septembre 2025 marque le début d'un nouveau chapitre important. Si nos anciens locaux nous ont bien servi, notre nouveau siège social tient déjà toutes ses promesses : il rassemble les dirigeants qui façonnent l'avenir économique du Canada, favorise des discussions et un dialogue constructifs, et offre un espace de travail moderne propice à l'élaboration et à la diffusion de la recherche en matière de politiques.

Cette étape a été rendue possible grâce à l'extraordinaire générosité de nos membres et donateurs. Leur soutien a favorisé le succès de notre campagne « Insight, Engagement, Impact » – la plus ambitieuse de notre histoire – et a positionné l'Institut pour croissance soutenue et un impact accru. L'Institut C.D. Howe remercie sincèrement ceux qui se sont engagés à soutenir la campagne lors de son lancement en 2025 : Rosanne Hill Blaisdell; Heather Chalmers; Lara and Bert Clark; Laura Dottori-Attanasio; Heather Evans; Blake C. Goldring; Duncan Jackman; Donald K. Johnson; Brian K. Johnston; Anna Kennedy; Hugh and Laura MacKinnon; Cyrus Madon; Marcia Moffat; David and Tasha Rawlings; William B.P. Robson; Stephen J.R. Smith, ainsi que la Brookfield Partners Foundation, Burnco Ltd. et Intact Corporation financière pour leur généreux soutien à la recherche indépendante fondée sur des données probantes qui profite aux Canadiens.



William B.P. Robson



Ana Remedios Bondoc



Mitch Tentsos et Tammy Trepanier



Aline Emirzian et Rowena Jeffers



William B.P. Robson et Hon. Victor Fedeli



De gauche à droite : Ana-Maria Tomlinson, Martin Imbleau, Fiona Blondin, Robert Prichard, et Dave Sauve



Mary Catharine Lennon et Marie Suersaq



Blake C. Goldring et Glenn Williams

LES DÉBATS REGENT

Rendus possibles grâce au généreux soutien philanthropique d'Aaron Regent, les débats Regent constituent une tribune de premier plan pour un échange rigoureux et courtois sur les enjeux politiques essentiels à l'avenir du Canada. Chaque débat réunit d'éminents leaders d'opinion et décideurs pour défendre des points de vue opposés sur une proposition d'actualité. Le septième débat Regent, tenu le 21 octobre au Fairmont Royal York de Toronto, a attiré une audience record de près de 600 participants et a réuni d'anciens premiers ministres, le très honorable Stephen Harper et le très honorable Jean Chrétien, dans une discussion captivante sur l'unité canadienne dans un monde fracturé. Animé par William B.P. Robson, l'événement a reçu une couverture médiatique nationale, notamment par *The Globe and Mail* et *The Hill Times*. L'Institut est profondément honoré de s'associer à Aaron Regent pour continuer à développer les débats Regent, qui constituent désormais un rendez-vous incontournable du calendrier automnal des débats sur les politiques publiques au Canada.



De gauche à droite : Aaron Regent, le très honorable Stephen J. Harper, William B.P. Robson et le très honorable Jean Chrétien



Le septième débat Regent – Le très honorable Jean Chrétien et le très honorable Stephen J. Harper – *Canadian Unity in a Fractured World*



le très honorable Jean Chrétien et le très honorable Stephen J. Harper



Aaron Regent et Mitzie Hunter



De gauche à droite : Michael Rothe, Evan Stubbings et Angelica Kakridas



The Rt. Hon. Jean Chrétien et Stephane Paris



LA MISSION DE RECHERCHE DE L'INSTITUT EN 2025

ALEXANDRE LAURIN

Le Canada a commencé l'année 2025 face à de forts vents contraires, allant de tensions géopolitiques, d'incertitude commerciale et de faible croissance de la productivité, à des pressions fiscales croissantes. Dans des moments comme ceux-ci, l'Institut C.D. Howe doit rester fermement attaché à sa mission, qui consiste à améliorer le niveau de vie grâce à des politiques publiques judicieuses. L'analyse des politiques fondée sur des données probantes et non partisane est essentielle pour relever les défis économiques du pays.

Les recherches de l'Institut font l'objet d'un examen approfondi. Des centaines d'universitaires de premier plan, d'experts indépendants et de participants de l'industrie ont examiné nos travaux avant leur publication, et chaque année, nos processus d'examen font l'objet d'un audit indépendant. Nous ne publions que des études de recherche qui répondent aux normes les plus strictes en matière de rigueur analytique et d'exactitude. C'est pourquoi les décideurs politiques, les fonctionnaires et les commentateurs des médias font largement confiance à notre travail.

Pour aider à orienter des solutions aux défis politiques les plus pressants du Canada, l'Institut se concentre sur six domaines prioritaires : la sécurité économique en Amérique du Nord, le développement énergétique, la discipline budgétaire, l'optimisation des ressources dans le domaine des soins de santé, la croissance des entreprises et l'abordabilité du logement. Notre programme de recherche plus large couvre 12 domaines des politiques publiques, dont neuf sont soutenus par des conseils permanents sur les politiques. Des initiatives telles que le Centre de politique financière et monétaire et plusieurs groupes de travail à durée limitée renforcent encore plus ce travail.

L'Institut est resté très actif l'an dernier, publiant 422 travaux dans tous les formats, allant d'études de recherche et d'*Intelligence Memos* évalués par des pairs à des rapports de conseils, des pages en regard de l'éditorial et des analyses graphiques. Cela représente environ 1,7 publication par jour ouvrable en moyenne, reflétant à la fois l'étendue de notre programme de recherche et la capacité de nos contributions à intervenir au moment opportun dans les débats sur les politiques publiques.

Une grande partie de notre travail en 2025 a été façonnée par les débats politiques actuels. Les pressions budgétaires et la politique fiscale sont demeurées des thèmes centraux, notamment après l'augmentation proposée – puis abandonnée – du taux d'inclusion des gains en capital, l'absence d'un budget printanier et les préoccupations croissantes concernant la viabilité budgétaire. La hausse de l'immigration de résidents temporaires et ses effets sur le marché du travail ont influencé l'accent mis par l'Institut sur la politique du capital humain. Un regain d'intérêt pour la politique du logement et les grands projets a également rendu cette année exceptionnellement active pour la recherche sur l'investissement public et les infrastructures. Le Centre de politique financière et monétaire a continué d'être un moteur majeur de recherches approfondies, avec des études sur l'inflation, l'accès aux conseils et à l'information financière, et la réforme réglementaire, tandis que les soins de santé sont demeurés une priorité constante avec la recherche sur les soins pharmaceutiques, les soins primaires, l'innovation hospitalière et les soins virtuels, entre autres sujets.

L'Institut a également abordé la montée des tensions commerciales avec les États-Unis. Par l'entremise de son groupe de travail sur la crise commerciale, il a mis en lumière la manière dont l'incertitude entourant les droits de douane américains peut décourager l'investissement et perturber les chaînes d'approvisionnement. Le groupe a



Peter van Dijk et Alexandre Laurin

discuté des prochaines négociations de l'ACEUM, d'une coordination plus étroite avec les partenaires nationaux et d'un engagement renforcé avec ses homologues américains. Ses Communiqués ont souligné l'importance d'assurer l'accès au marché et de renforcer la compétitivité nord-américaine.

En regardant vers 2026, l'Institut est sur la bonne voie pour une autre année substantielle. Relancer l'investissement des entreprises, maximiser l'incidence économique de l'intelligence artificielle, répondre aux pressions budgétaires croissantes et relever les défis énergétiques seront parmi les thèmes centraux qui façonnent notre travail. Avec une équipe de 10 experts en politiques publiques, 15 chargés de recherche invités et un réseau de plus de 100 chargés de recherche, chargés de recherche internationaux et chargés de recherche principaux, l'Institut reste bien équipé pour faire avancer sa mission qui consiste à fournir des conseils politiques non partisans, fondés sur des données probantes. Merci de soutenir notre recherche et d'aider à améliorer les résultats économiques pour les Canadiens.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alexandre Laurin

Vice-président et directeur de la recherche

NOTRE PROCESSUS D'EXAMEN EXTERNE

Les publications de l'Institut subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous sommes très reconnaissants à ces lecteurs critiques, dont certains sont nommés à la page 17.

Pour assurer l'objectivité, nous évaluons les rapports potentiels en utilisant des méthodes telles que la lecture critique à simple et à double insu afin de respecter des normes d'examen rigoureuses. La recherche et les observations, plutôt que l'identité des auteurs et des lecteurs critiques, sont la considération primordiale. Nous nous efforçons d'améliorer constamment le processus d'évaluation afin qu'il soit le meilleur de sa catégorie : il est vérifié chaque année par deux universitaires ou autres professionnels, et une réponse officielle à leurs recommandations est fournie et mise en œuvre par la direction de l'Institut. Notre processus d'évaluation par les pairs assure la qualité et l'intégrité des recherches sur les politiques : nous ne publions aucune étude qui, selon nous, ne satisfait pas aux normes de ce processus d'évaluation.

Les vérificateurs de la qualité de la recherche de l'Institut C.D. Howe :

2025	Janet Ecker et David Longworth
2024	Robin Boadway et Bonnie Lysyk
2023	Nicholas Le Pan et Angela Redish
2022	Louis Lévesque et Jennifer Robson
2021	John Murray et Christine Neill
2020	Philip Howell et Nobina Robinson
2019	Tracy Snoddon et Wayne Wouters
2018	Gorden Thiessen et Frances Woolley
2017	Kevin Dancey et Angelo Melino
2016	Charles M. Beach et Lawrence Herman
2015	Steve Ambler et Thorsten Koepl
2014	Peter Howitt et Kevin Milligan
2013	Edward Iacobucci et David Laidler

VÉRIFICATEURS DE LA RECHERCHE EN 2025



JANET ECKER

Chargée de recherche principale, Institut C.D. Howe

« Le fait que l'Institut C.D. Howe a adopté un processus d'audit visant à revoir et améliorer constamment la façon dont il produit ces rapports est une autre indication de sa réputation de qualité... l'attention portée par l'Institut à respecter son style particulier d'écriture et de publication, ainsi que l'attention portée à ces détails tout au long du processus d'édition, contribuent à soutenir la marque globale de l'organisation, à savoir offrir des commentaires et des recherches solides et intelligents sur des enjeux pertinents des politiques publiques. »



DAVID LONGWORTH

Ancien sous-gouverneur de la Banque du Canada

« Dans l'ensemble, j'ai trouvé que le processus était bien décrit, approprié et correctement mis en œuvre. Cela a conduit à la publication d'études de haute qualité. »

LES LECTEURS CRITIQUES DE L'INSTITUT EN 2025

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions nos lecteurs critiques, y compris ceux qui souhaitaient rester anonymes.

Keith Ambachtsheer
KPA Advisory Services Ltd.

Steve Ambler
Université du Québec à
Montréal

Iqbal Amiri
Amiri Wealth Management

Bob Baldwin
Stephen Beatty

Brett Belchetz
Maple Corporation

Angélique Bernabé
Association des marchés
de valeur et des
investissements

Hande Bilhan
Golfdale Consulting

Åke Blomqvist
Université Carleton

Ian Bragg
Association des marchés
de valeurs et des
investissements

Jordan Brennan
RBC

Alister Campbell
Société d'indemnisation en
matière d'assurances IARD

Carlo Campisi
Shakepay

Doug Chandler
National Institute on Aging

Warren Clarke
Conseil national de
recherches du Canada

Sophia Cote
Shakepay

John Crean
Université de Toronto

Ben Dachis
Canadians for Clean
Prosperity

Janet Davidson

Joanne De Laurentiis
Ally Dhalla

Mohawk Medbuy
Corporation

David Dodge
Chris Donnelly

Manuvie

Don Drummond
Université Queen's

Pierre Duguay
Brian Ernewein

KPMG

Will Falk

Michael Fenn
Pierre Fortin
Université du Québec à
Montréal

Guillermo Freire
Exportation et
développement Canada

Luc Godbout
Université de Sherbrooke

Jamie Golombek
Banque Canadienne
Impériale de Commerce

AJ Goulding
London Economics
International LLC

Jack Granatstein

Barry Gros
University of Victoria's
Pension Plans

Jeff Guthrie
Association canadienne des
coopératives financières

Malcolm Hamilton

Raza Hasan
Global Risk Institute

Daniel Hiebert
Université de la Colombie-
Britannique

Sarah Hobbs
Association canadienne des
compagnies d'assurance de
personnes Inc.

Glen Hodgson
Jamey Hubbs
Susan Hutton
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Trisha Hutzler
Stryker Canada

Paul Jenkins
David Johnson
Université Wilfrid Laurier

Jon Johnson
Jon R. Johnson Barristers
and Solicitors

Tom Johnson
Wealthsimple

Kate Karn
Mastercard Canada

Annie Kidder
People for Education

David Laidler
Université Western

John Lester
Université de Calgary

Dave Longworth
Université Carleton

Bonnie-Jeanne MacDonald
National Institute on Aging

Janice Madon
Blumont Annuity Company

Jeff Mahon
Strategy Corp Inc

Jim McCarter
Angelo Melino

Université de Toronto
Scott Moore
Exportation et
développement Canada

Charles Morissette

Duncan Munn
Elevate Export Finance
Corp.

John Murray
Khal Noor
Secrétariat du Conseil du
Trésor, Ontario

John Oakey
CPA Canada

Fred O'Riordan
Ernst & Young LLP

Karin Ots
Aviva Canada Inc.

Nick Pantaleo
Michael Parkin
Université Western

James Pierlot
Blue Pier

Blair Poetschke
Shawn Porter

Deloitte
Christopher Ragan
Université McGill

Paul Rochon
Deloitte

Marcel Saulnier
William Scarth
Université McMaster

Anindya Sen
Université de Waterloo

Andrew Sharpe
Centre d'étude des niveaux
de vie

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Joseph Silva
Mikal Skuterud
Université de Waterloo

Grant Sprague
Jim Stanford
Centre for Future Work

Lisa Stephenson
Energy Safety Canada

Sophie Strezos-Egnatis
Hunter McCorquodale

Arthur Sweetman
Université McMaster

Steven Tobin
LabourX

Trevor Tombe
Université de Calgary

Stuart Trew
Centre canadien de
politiques alternatives

Jeffrey Trossman
Blake, Cassels & Graydon
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Jiong Tu
Conseil national de
recherches du Canada

Brent Vandekerckhove
RGF Integrated Wealth
Management

George Vegh
Université de Toronto

Grant Vingoe
Commission des valeurs
mobilières de l'Ontario

David Walker
Université Queen's

Kevin Wark
The Conference for
Advanced Life Underwriting

Joan Weir
Association canadienne des
compagnies d'assurance de
personnes inc.

Carolyn Whitzman
Université de Toronto

Stephen D. Williamson
Université Western

Paul Woods
Santé de Southlake

Christopher Worswick
Université Carleton

Jarrett Zavitz
HUB International Canada

Jennifer Zelman
Excellence en santé Canada

Mark Zelman

VIABILITÉ FINANCIÈRE, MONÉTAIRE ET DES PENSIONS

En 2025, l'Institut C.D. Howe a exploré la tension entre les engagements coûteux en matière de dépenses du Canada et la capacité financière de l'économie à les soutenir. Les déficits persistants, la hausse des coûts du service de la dette et l'incertitude quant à la stratégie du gouvernement fédéral en matière de gestion de la dette ont donné lieu à un grand nombre d'études et de commentaires. L'absence de budget fédéral au printemps a incité l'Institut à publier sa propre mise à jour budgétaire estivale afin de clarifier les perspectives budgétaires fédérales. D'autres recherches ont également mis en lumière des faiblesses dans le processus proposé d'examen des dépenses fédérales ainsi que des lacunes dans les rapports financiers et budgétaires tous les ordres de gouvernement, des municipalités au niveau fédéral.

Le budget fictif de l'Institut proposait des mesures axées sur la croissance pour mettre la dette fédérale sur une voie durable. Peu après, l'Institut a publié une stratégie économique préélectorale complète présentant des recommandations pour renforcer la réponse du Canada aux menaces relatives aux droits de douane américains, améliorer la productivité, réduire le coût de la vie et diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Bon nombre de ces recommandations portaient sur la politique budgétaire.

Les débats sur la politique fiscale occupaient également une place importante dans nos travaux de recherche. L'année a débuté avec deux publications examinant les problèmes liés à l'augmentation proposée – et finalement abandonnée – du taux d'inclusion des gains en capital par le gouvernement fédéral. D'autres travaux ont exploré comment le système d'imposition et de prestations du Canada peut miner le travail et l'épargne en imposant des taux d'imposition marginaux réels élevés lors du retrait des prestations. Dans l'ensemble, les recherches de l'Institut ont mis en lumière la nécessité d'une politique fiscale qui soutient la croissance tout en protégeant la viabilité fiscale.

Sur le plan de la politique monétaire, l'Institut a accordé une attention particulière au prochain renouvellement du cadre de la Banque du Canada en 2026. Avec des appels croissants pour que la Banque adopte un double mandat ciblant à la fois l'inflation et l'emploi maximum, l'Institut a publié des recherches qui plaident que le ciblage flexible de l'inflation a produit des résultats supérieurs pendant trois décennies et devrait être maintenu. Un double mandat obligerait la Banque à viser un indicateur non observable et variable de l'emploi maximum durable; or, dans un contexte marqué par des chocs d'offre de plus en plus fréquents, il est plus important que jamais de se concentrer exclusivement sur la stabilité des prix. Un document d'accompagnement a mis en garde contre l'intensification des pressions politiques exercées sur les banques centrales à l'échelle mondiale et a proposé des mesures concrètes visant à renforcer l'indépendance opérationnelle de la Banque du Canada avant le renouvellement de son cadre, notamment des réformes concernant le pouvoir du gouvernement d'émettre des directives et la mise en place d'un mécanisme permettant à la Banque de conserver ses bénéfices afin de compenser les pertes subies lors de l'assouplissement quantitatif.

Une étude majeure a évalué la flambée de l'inflation en 2021-2022 et a soutenu que l'ampleur des transferts financiers pendant la pandémie, plutôt que des erreurs de politique monétaire, en était le principal moteur. Le document a conclu que l'épisode soulignait la nécessité de protocoles plus clairs pour la coordination monétaire et budgétaire dans les situations d'urgence futures.

Tout au long de l'année, le Conseil de politique monétaire de l'Institut a continué de se réunir avant chaque annonce des taux de la Banque du Canada, fournissant des évaluations indépendantes de la position politique appropriée. Les discussions du Conseil se sont concentrées sur la tension entre les données économiques d'actualité résilientes et les signes croissants de faiblesse dans l'investissement des entreprises, les dépenses au détail et le marché du travail. L'Institut a également continué de mettre à jour sa boîte à outils publique sur l'économie, incluant son indice d'activité économique de premier plan, son baromètre de vulnérabilité et l'indicateur de plage de règles de Taylor, fournissant ainsi aux décideurs politiques et aux acteurs du marché des données uniques pour évaluer les conditions monétaires et financières.

Enfin, les recherches en politiques en matière de pensions se sont concentrées sur la transition en cours des régimes de retraite gérés par l'employeur vers l'épargne-retraite autogérée. La planification de la retraite devient de plus en plus complexe pour les Canadiens alors que l'épargne se déplace de plus en plus vers des arrangements à cotisations définies, les renseignements sur les comptes étant souvent dispersés entre plusieurs institutions. Compte tenu des niveaux actuels de littératie financière, beaucoup de personnes ont du mal à évaluer leurs besoins et à planifier efficacement. Un article a proposé la création d'un tableau de bord des régimes de retraite dirigé par le gouvernement qui permettrait de regrouper les renseignements sur l'épargne-retraite et les prestations des particuliers dans une plateforme unique et accessible. Un autre a examiné le rôle des gouvernements et des organismes de réglementation dans l'établissement d'un leadership clair et des garde-fous pour l'utilisation de l'IA en finances personnelles, le soutien à l'accès à des conseils de haute qualité et le renforcement de l'éducation financière dans le but de soutenir de bonnes décisions d'investissement et la sécurité financière.

Conseil de compétitivité fiscale

Les façons dont les gouvernements dépensent, génèrent des revenus et gèrent leurs actifs et passifs ont une énorme incidence sur le niveau de vie, aujourd'hui et à l'avenir. L'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des programmes gouvernementaux est une tâche continue. Il est essentiel de veiller à ce que la structure et les taux d'imposition ne découragent pas le travail, l'épargne et l'investissement au Canada. Le maintien de bilans clairs et complets, ainsi que de mesures visant à prévenir des niveaux insoutenables de dette financée et d'autres passifs, représente un défi de plus en plus pressant.

Le Programme de compétitivité fiscale et budgétaire de l'Institut C.D. Howe s'appuie sur les travaux approfondis menés par l'Institut dans le domaine des questions budgétaires, notamment ceux du Programme de Compétitivité fiscale, lancé en 2005. Parmi ses réalisations passées, on compte l'élaboration de l'argument en faveur de la réduction du déficit dans les années 1980 et au début des années 1990, la consolidation des régimes de pension du Canada et du Québec à la fin des années 1990, une série de budgets fédéraux fictifs et de rapports sur la responsabilité fiscale commencée dans les années 2000, ainsi que des travaux sur les taux marginaux d'imposition réels sur les revenus personnels et l'investissement des entreprises. Ce travail a jeté les bases de changements clés tels que la réforme de la taxe de vente, l'élimination des impôts sur le capital et la réduction des taux d'imposition sur les bénéficiaires pour les entreprises.

Pourtant, la détérioration des positions financières à tous les niveaux de gouvernement crée un nouvel ensemble de défis. Les gouvernements doivent limiter les dépenses et se tourneront probablement vers de nouvelles sources de revenus. Une consignation exacte et une gestion astucieuse des actifs et des passifs sont plus importantes que jamais. Co-présidé par Michael Horgan et Jeffrey Trossman, le Conseil de compétitivité fiscale et budgétaire de l'Institut C.D. Howe supervise la recherche et le développement de recommandations politiques pour favoriser des programmes de dépenses et d'impôts efficaces, et veille à ce que la politique budgétaire canadienne favorise le dynamisme économique et la croissance durable des revenus.

Conseil de compétitivité fiscale

Coprésidents

Michael Horgan

Ancien sous-ministre des Finances, Canada

Jeffrey C. Trossman

Avocat principal, Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. (Blakes)

Membres

Nabil Annabi

Finances Canada

Tammy Borgmann

Banque Scotia

Johanne Brouillard

Rio Tinto

David Clarke

Groupe TMX

Peter Davis

H&R Block Canada, Inc.

Phil Donelson

Bureau d'assurance du Canada

Don Drummond

Université Queen's et Institut C.D. Howe

Jamie Golombek

Banque CIBC

Martin Guérard

Ministère des Finances du Québec

Carl Irvine

BMO Groupe financier

John Lester

Institut C.D. Howe

Amanjit Lidder

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Paul Lynch

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Gerald MacGarvie

Crabtree Foundation

Matthew MacInnis

Manuvie

Kenneth McKenzie

Université de Calgary

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

William Molson

Kim G C Moody

James Murdoch

Thorsteinssons LLP

Angelo Nikolakakis

EY Cabinet d'avocats s.r.l./S.E.N.C.R.L.

John Oakey

CPA Canada

Adrienne Oliver

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Nick Pantaleo

Institut C.D. Howe

Siân Pascoe

Association canadienne des producteurs pétroliers

Shawn Porter

Deloitte

Harpreet Roopra

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

Sky Schapiro

OP Trust

Michael Smart

Université de Toronto

Ted Tomkowiak

RBC

Kevin Wark

The Conference for Advanced Life Underwriting

Thomas Wilson

Institut C.D. Howe

Recherche en politique budgétaire et fiscale et publications choisies

Do Not Resuscitate: Increasing the Capital Gains Tax Harms Us All

Janvier 2025 – Jack Mintz

A Kafkaesque Tax Quagmire: Why We Need to Defer or Abandon the Failed Capital Gains Changes

Janvier 2025 – John Tobin et Carl Irvine

Canada's Debt Problem: What Can Be Done? Un rapport sur la conférence sur la dette de l'Institut en 2024

Janvier 2025 – John Lester et Alexandre Laurin

Putting Canada's Economy First: Le budget fictif 2025 de l'Institut C.D. Howe.

Mars 2025 – William B.P. Robson, Don Drummond et Alexandre Laurin

Could Do Better: Grading the Fiscal Accountability of Canada's Municipalities, 2024

Avril 2025 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Clearing the Air: The Taxation and Regulation of Reduced-Harm Nicotine Products

Juin 2025 – Ian Irvine et Samuel Hampsher-Monk

The Fiscal Update the Government Should Have Produced, and the Budget Canada Needs.

Juillet 2025 – William B.P. Robson, Don Drummond et Alexandre Laurin

Federal Expenditure Review: Welcome, But Flawed

Août 2025 – John Lester

Shaken by Tariffs, Still Weak from Within: Canada Needs a New Economic and Fiscal Model

Septembre 2025 – Don Drummond

Making the Grade: The Fiscal Accountability Report Card for Canada's Senior Governments, 2025

Octobre 2025 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

The Clawback Trap: How Canada's Benefit System Can Undermine Work and Saving

Novembre 2025 – Alexandre Laurin et Nicholas Dahir

Fiscal Fantasies: Four Incredible Projections in the November 2025 Federal Budget

Novembre 2025 – William B.P. Robson

Conseil de politique monétaire

Le Conseil de politique monétaire de l'Institut C.D. Howe est composé de douze des économistes monétaires et experts des marchés financiers les plus éminents du Canada, parmi lesquels figurent les économistes en chef des six plus grandes banques canadiennes. Coprésidé par le président-directeur général de l'Institut en 2025, William B.P. Robson, et Jeremy Kronick, alors vice-président, Analyse économique et stratégie, le Conseil offre à la Banque du Canada, aux participants des marchés financiers et aux commentateurs de la politique économique une évaluation indépendante régulière de la position appropriée de la politique monétaire canadienne alors que la Banque du Canada poursuit son objectif d'inflation de 2 %.

Le Conseil de politique monétaire se réunit pour discuter de la politique de la Banque du Canada concernant le taux du financement à un jour, c'est-à-dire le taux d'intérêt à court terme ciblé par la Banque aux fins de la politique monétaire, peu avant chacune des annonces relatives au taux d'intérêt faites par la Banque.

La Banque du Canada annonce les taux d'intérêt environ toutes les six semaines. Les recommandations du Conseil de politique monétaire, y compris les votes de chacun de ses membres, sont publiées sur le site Web de l'Institut C.D. Howe à 14 h le jeudi qui précède chaque annonce prévue.

Conseil de politique monétaire

Coprésidents

William B.P. Robson

Président-directeur général, Institut C.D. Howe
(Retraité le 28 février 2026)

Jeremy Kronick

Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire, Institut C.D. Howe (Nommé président-directeur général de l'Institut C.D. Howe en mars 2026)

Membres

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Michael Devereux

Université de la Colombie-Britannique

Angelo Melino

Université de Toronto

Douglas Porter

BMO Marchés des capitaux

Beata Caranci

Groupe Banque TD

Frances Donald

RBC

Jean-François Perrault

Banque Scotia

Avery Shenfeld

Banque Canadienne Impériale de Commerce

Edward A. Carmichael

Ted Carmichael Global Macro

Stéfane Marion

Banque Nationale du Canada

Luba Petersen

Université Simon Fraser

Stephen D. Williamson

Université Western

Recherche sur la politique monétaire et publications choisies

Blurred Vision: How Mortgage Interest Costs Impact Inflation

Mars 2025 – Steve Ambler et Jeremy Kronick

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Flexible Inflation Targeting Beats a Dual Mandate: Lessons for Canada's 2026 Framework Renewal

Mai 2025 – Jeremy Kronick, Steve Ambler et Thorsten Koepl

An Assessment of Canada's 2021-22 Inflation Surge

Juillet 2025 – David Andolfatto et Fernando Martin

Don't Take It for Granted: Strengthening the Bank of Canada's Independence

Novembre 2025 – Jeremy Kronick, Steve Ambler et Thorsten Koepl

Conseil sur les politiques en matière de pensions

Lancé en mai 2007, le Conseil sur les politiques en matière de pensions s'attaque aux principaux défis auxquels fait face le système canadien d'épargne-retraite en évaluant les développements et en relevant les forces et les lacunes réglementaires. Co-présidé par Bernard Morency et Barbara Zvan, le Conseil formule également des recommandations pour assurer l'intégrité des revenus de pension pour le nombre croissant de Canadiens approchant de la retraite.

Recherche en politiques en matière de pensions et publications choisies

An Economic Strategy for Canada's Next Government
Avril 2025 – John Lester

Breaking the Catch-22: How Infrastructure Banks Can Kickstart Private Investment and Overcome Market Failures
Mai 2025 – Sebastien Betermier

Roadmap for Retirement: The Case for a National Pension Dashboard
Juillet 2025 – Kathryn Bush

Conseil sur les politiques en matière de pensions

Coprésidents

Bernard Morency

Chercheur principal, Institut C.D. Howe

Barbara Zvan

Présidente et chef de la direction, University Pension Plan

Membres

Keith Ambachtsheer

KPA Advisory Services Ltd.

Susan Ampleford

Ministère des Finances de l'Ontario

Bob Baldwin

Baldwin Consulting

Randy Bauslaugh

Bauslaugh Pensions & Benefits Law

Sebastien Betermier

Université McGill

Peter Bowen

Fidelity Investments

Elizabeth Brown

BMKP Law LLP

Daniella Carrington

Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Michael Ceravolo

Accenture

Celine Chiovitti

OMERS

Korinne Collins

Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite

Jacques Demers

Caisse de dépôt et placement du Québec

David Dodge

Stephanie Genois

BlackRock

Luc Girard

Mercer

Dani Goraichy

OPTrust

Barry Gros

Malcolm Hamilton
Institut C.D. Howe

Sarah Hobbs

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

Jeffrey Hodgson

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Evan Howard

Régime de retraite CAAT

Dave Jones

Sun Life

Uros Karadzic

Ernst & Young LLP

Hrvoje Lakota

Investment Management Corporation of Ontario

Guy Legault

The Conference for Advanced Life Underwriting

Janice Madon

Blumont Annuity Company

Troy Mann

Local Authorities Pension Plan

Pierre-Luc Meunier

Normandin Beaudry

Kate Nazar

La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie

James Pierlot

Blue Pier

Ramy Rayes

BCI

Greg Reade

Ministère des Finances Canada

Marc Rondeau

Commission du Régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario

Jennifer Rook

Healthcare of Ontario Pension Plan

Barbara Sanders

Université Simon Fraser

Joy Savage

Fuse Strategy

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira

Aon

Jeffrey Sommers

Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Jill Wagman

Eckler Ltd.

Susan Nickerson

McCarthy Tétrault LLP

Aaron Walker-Duncan

BC Pension Corporation

SERVICES FINANCIERS ET CROISSANCE DES ENTREPRISES

En 2025, l'Institut a poursuivi les travaux de ses deux initiatives sous l'égide du Centre de politique financière et monétaire. Dans le cadre de l'Initiative d'excellence en matière de réglementation financière, nous avons publié la deuxième édition annuelle de notre tableau de bord sur la réglementation. Celui-ci a constaté que, bien que certains organismes de réglementation commencent à intégrer des considérations d'innovation et de concurrence dans leurs cadres, l'image globale reste déséquilibrée. Les organismes de réglementation financière canadiens continuent de se concentrer de manière disproportionnée sur la réduction des risques. Cela est particulièrement notable par rapport aux pairs internationaux au Royaume-Uni, en Australie et aux États-Unis, où les mandats favorisent plus explicitement la formation de capitaux et le dynamisme des marchés. Le rapport a également documenté la hausse des coûts de conformité dans tout le secteur, qui touchent de façon disproportionnée les petites entreprises.

Notre Conseil de la réserve pour stabilité intérieure (RSI) a été convoqué avant les annonces de juin et de décembre du Bureau du surintendant des institutions financières (BSFI) au niveau de la réserve. Après chaque réunion, le conseil a publié un communiqué recommandant que le BSIF maintienne la réserve stable à 3,5 %.

Plus largement, sous la bannière de l'Initiative de recherche sur les services financiers, l'Institut a publié des travaux examinant la résilience du cadre prudentiel du Canada à une époque de tensions géopolitiques croissantes. Elle a évalué si les principales institutions financières canadiennes sont suffisamment bien préparées pour faire face à un contexte dans lequel la coopération internationale en matière de résolution de questions transfrontalières ne peut plus être considérée comme acquise. Le rapport soutenait que les exigences canadiennes en matière de capital distinct pour les banques d'importance systémique pourraient être trop souples compte tenu de ce nouvel environnement, et recommandait que davantage de capital et de liquidités soient détenus à l'intérieur du pays.

L'initiative a également examiné la réglementation de l'assurance automobile, les conseils financiers et l'abordabilité du logement. Un rapport a évalué l'incidence des contrôles tarifaires sur le marché canadien de l'assurance automobile, constatant que les provinces avec des régimes d'approbation plus stricts ajustent les primes beaucoup plus lentement en réponse à la hausse des coûts, réduisant l'agilité des assureurs et nuisant ultimement aux consommateurs. Un autre a documenté comment la réglementation cumulative et fragmentée a élargi l'« écart de conseils » au Canada, augmentant les coûts de conformité de 15 à 25 % par client et excluant les Canadiens à revenu moyen et faible des conseils financiers personnalisés. Des travaux connexes ont examiné le fait que les Canadiens gèrent aujourd'hui un patrimoine plus important et doivent prendre davantage de décisions financières que jamais, alors que le niveau de littératie financière reste bas et que la couverture des régimes de retraite d'entreprise continue de diminuer; ils ont également exploré la manière dont une meilleure architecture des choix, une éducation ciblée et des outils d'intelligence artificielle pourraient contribuer à combler ce fossé. Enfin, l'Institut a fait valoir que le Canada ne peut pas résoudre sa crise du logement abordable en se contentant d'augmenter l'offre dans les grands centres urbains, et a plaidé en faveur du développement des villes de taille moyenne pour en faire des pôles plus importants et plus productifs, capables d'héberger les Canadiens à moindre coût.

Il est essentiel de mettre en place un cadre réglementaire adéquat, car le défi auquel sont confrontées les entreprises canadiennes en matière d'investissement est de taille. L'évaluation annuelle de l'Institut a révélé que le capital par travailleur est en baisse depuis 2015; en 2025, les travailleurs canadiens ne recevront probablement que 70 cents de capital supplémentaire pour chaque dollar reçu par leurs homologues de l'OCDE, et 55 cents pour chaque dollar reçu par les travailleurs américains. Le rapport a identifié les contraintes réglementaires, les distorsions fiscales et une préférence pour l'investissement résidentiel au détriment de l'investissement des entreprises comme principaux facteurs, et a présenté des mesures favorables à la croissance visant à inverser cette tendance.

À travers ses éditoriaux et ses analyses, l'Institut a continué de soutenir que la réduction de l'écart de productivité du Canada dépendait en grande partie de la capacité des petites et moyennes entreprises à se développer pour devenir de grandes entreprises, au sein desquelles des idées prometteuses peuvent être développées et mises en œuvre à leur plein potentiel.

Initiative de recherche sur les services financiers

Le secteur des services financiers serait une composante essentielle de l'économie canadienne s'il était mesuré uniquement en fonction de ses produits et de son emploi. Mais il est plus que cela, car l'efficacité et l'efficacité du secteur financier sont essentielles au rendement global de l' conomie. Le secteur financier constitue l'infrastructure du commerce : l'intermédiation financière est également le mécanisme qui facilite le partage et la réduction des risques, ainsi que l'échange régional et intertemporel d'obligations et de biens financiers. Ces facteurs justifient qu'une attention particulière soit consacrée aux influences des politiques sur le rendement du secteur financier.

L'Initiative de recherche sur les services financiers de l'Institut C.D. Howe est un programme pluriannuel mis sur pied par l'Institut pour rendre compte des politiques du secteur financier, ainsi que pour fournir des conseils à ce sujet. Son programme de travail unique aborde l'environnement économique au sein duquel a lieu l'intermédiation financière, l'environnement de régulation et l'avenir de l'intermédiation financière. L'Initiative est guidée par des réunions régulières d'experts dans le domaine, des décideurs et des partisans travaillant dans le secteur des services financiers, y compris notamment des intermédiaires financiers, des participants aux marchés des valeurs mobilières et leurs organismes de réglementation. L'Initiative publie des études effectuées par d'éminents chercheurs provenant du secteur universitaire, des associations, du secteur public et du secteur privé.

Recherche sur les services financiers et la réglementation et publications choisies

Making Housing More Affordable in Canada: The Need for More Large Cities

Janvier 2025 – Jeremy Kronick et Paul Beaudry

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Breaking the Catch-22: How Infrastructure Banks Can Kickstart Private Investment and Overcome Market Failures

Mai 2025 – Sebastien Betermier

The Price of Over-Regulation: Assessing the Impact of Rate Controls on Auto Insurance Market Flexibility in Canada

Juin 2025 – Gherardo Caracciolo

Unleashing Innovation : Barriers, Government Support Programs, and What Works Best

Juillet 2025 – Catherine Beaudry

Home Advantage: Helping Financial Institutions Prepare for Financial Distress Amidst Rising Geopolitical Tensions

Septembre 2025 – Mark Zelmer

Regulatory Reset: A Policy Roadmap for Expanding Financial Advice to Middle- and Lower-Income Canadians

Octobre 2025 – Gary Edwards

Pruning the Rulebook: Canada's Financial Regulatory Scorecard, Year Two

Octobre 2025 – Gherardo Caracciolo

Learning to Fly: How Canadians Can Navigate a More Complex Financial Landscape

Novembre 2025 – Pierre-Carl Michaud et Bernard Morency

Initiative de recherche sur les services financiers

Coprésidents

Maureen Jensen

Chargée de recherche principale Institut C.D. Howe

Peter Levitt

Administrateur de sociétés et d'organismes philanthropiques

Membres

Ibrar Ahmed

goeasy Ltd.

Zeeshan Ali

CIBC

Peter Bowen

Fidelity Investments

Julien Brazeau

Ministère des Finances du Canada

Alister Campbell

Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD

Carlo Campisi

Shakepay

Francisco Chinchon

Ministère des Finances de l'Ontario

Richard Corner

Organisme canadien de réglementation des investissements

Sophia Cote

Shakepay

John Crean

Université de Toronto

Frances Donald

RBC

Jay Dorey

Visa Canada

Stephen Frank

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes

Louis Gagnon

Intact Corporation financière

Debbie Gamble

Interac Corp.

Tracy Garrad

Aviva Canada Inc.

Curtis Gergley-Garner

Canada Guaranty

Jeff Guthrie

Association canadienne des coopératives financières

Mark Hardisty

Banque du Canada

Raza Hasan

FAAN Advisors

Wellington Holbrook

Vancouver City Savings Credit Union

Philip Howell

Institut C.D. Howe

Donna Kinoshita

Payments Canada

Thorsten Koeppl

Institut C.D. Howe

Paul Kovacs

Société d'indemnisation en matière d'assurances

Mathieu Laberge

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Nicholas Le Pan

Institut C.D. Howe

David Longworth

Institut C.D. Howe

Winsor Macdonell

Sagen

Monica Masciantonio

Banque Scotia

James McCarten

Financière Manuvie

Howie Millard

Groupe Financier Banque TD

Andy Mitchell

Institut des fonds d'investissement du Canada

Andrew Moor

Banque Équitable

Scott Moore

Exportation et développement Canada

Edward P. Neufeld

Jessica Oliver

Wealthsimple

Anthony Ostler

Association des banquiers canadiens

Celyeste Power

Bureau d'assurance du Canada

Pierre Siklos

Institut C.D. Howe

Rachel Siu

BlackRock

Jennifer Sloan

Mastercard Canada

Sunny Sodhi

Meridian Credit Union Limited

Gordon Thiessen

Institut C.D. Howe

Saskia Tolsma

Autorité des services financiers de la Colombie-Britannique

Robert Vokes

Accenture

Mark Zelmer

Institut C.D. Howe

Conseil des cycles commerciaux

Composé des plus éminents économistes de notre pays, le Conseil des cycles commerciaux de l'Institut C.D. Howe fait office d'arbitre pour la détermination des dates des phases des cycles commerciaux au Canada.

Le Conseil se réunit chaque année, ou lorsque les conditions économiques indiquent la possibilité d'entrer dans une récession ou d'en sortir, et agit comme un canal pour comprendre comment l'économie évolue. Le Conseil remplit une fonction similaire à celle du Business Cycle Dating Committee du National Bureau of Economic Research (NBER) aux États-Unis.

Conseil des cycles commerciaux

Coprésidents

Steve Ambler

Chargé de recherche invité, Institut C.D. Howe

Jeremy Kronick

Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire, Institut C.D. Howe (Nommé président-directeur général de l'Institut C.D. Howe en mars 2026)

Membres

Michelle Alexopoulos

Edward A. Carmichael

Ted Carmichael Global
Macro

Philip Cross

Stephen Gordon

Université Laval

Eric Lascelles

RBC

Stéfane Marion

Banque Nationale du
Canada

Angelo Melino

Université de Toronto

Conseil sur la réserve pour stabilité intérieure

La réserve pour stabilité intérieure est une réserve de capital que les six grandes banques canadiennes d'importance systémique intérieure (BISi) doivent mettre de côté pour couvrir les pertes potentielles en période de stress financier. Le Conseil sur la réserve pour stabilité intérieure du Centre de politique financière et monétaire, présidé par Jeremy Kronick, offre au BSFI, aux participants de l'industrie et aux principales voix de la politique économique une évaluation indépendante de l'orientation de la réserve dans la poursuite du mandat du BSIF visant à contribuer à la confiance du public dans le système financier canadien.

Conseil sur la réserve pour stabilité intérieure

Président

Jeremy Kronick

Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire, Institut C.D. Howe (Nommé président-directeur général de l'Institut C.D. Howe en mars 2026)

Membres

Vivian Abdelmessih

Exportation et
Développement Canada

Cathy Cranston

ancienne BMO Groupe
financier

Jamey Hubbs

Institut C.D. Howe

Peter Levitt

Administrateur de
sociétés et d'organismes
philanthropiques

Duncan Munn

Elevate Group

Mark Zelmer

Institut C.D. Howe

SANTÉ ET CAPITAL HUMAIN

En 2025, l'Institut a examiné un large éventail de défis liés au capital humain qui affectent le rendement économique à long terme du Canada. Un thème central dans plusieurs publications était l'interaction entre le changement démographique, l'offre de main-d'œuvre et la croissance économique. Les études ont mis en évidence la manière dont le vieillissement de la population et les tendances en matière de participation au marché du travail sont en train de remodeler le marché du travail canadien et d'exercer une pression accrue sur la productivité et le développement de la main-d'œuvre. Plusieurs études ont mis l'accent sur les mesures visant à renforcer l'offre de main-d'œuvre, notamment en encourageant le report de l'âge de la retraite grâce à des réformes des pensions et du marché du travail, en s'attaquant aux disparités régionales dans les résultats en matière d'emploi, en améliorant le taux d'activité des groupes sous-représentés et en encourageant les employeurs à investir dans le développement des compétences et l'adoption des technologies.

La politique d'immigration a été un autre axe majeur du travail de l'Institut. Ces publications ont examiné la manière dont l'immigration peut contribuer à faire face aux pressions démographiques tout en influant sur les pénuries de main-d'œuvre, le rendement économique et les disparités régionales, soulignant la nécessité de prendre en compte à la fois les répercussions nationales et les répercussions régionales lors de l'établissement des niveaux d'immigration. Les études ont mis en évidence l'importance de privilégier la qualité des immigrants et leur intégration sur le marché du travail plutôt que la réalisation d'objectifs en chiffres. L'Institut a également exploré la façon dont les niveaux d'immigration interagissent avec le logement, la capacité des infrastructures et la productivité, en préconisant une approche plus équilibrée qui harmonise la croissance démographique avec la capacité économique et sociale du Canada. Des travaux supplémentaires ont examiné le rôle croissant des résidents temporaires sur le marché du travail canadien et la nécessité d'une meilleure coordination des données et des politiques pour comprendre et gérer leurs répercussions.

L'Institut a également exploré des politiques visant à renforcer les résultats en matière d'éducation, le développement des compétences et l'intégration de la main-d'œuvre. Une étude a mis en évidence une baisse des résultats scolaires dans plusieurs provinces et a analysé les résultats des écoles primaires en Ontario, en soulignant les écoles qui obtiennent d'excellents résultats malgré les défis démographiques et en relevant les pratiques susceptibles de contribuer à améliorer le rendement du système. D'autres études ont évalué les programmes du marché du travail, les initiatives de formation et les systèmes de reconnaissance des diplômes visant à améliorer les résultats en matière d'emploi des nouveaux arrivants et les autres travailleurs.

En ce qui concerne les soins de santé, le Canada est confronté à de nombreux défis en matière de capacité et de ressources, notamment un manque d'accès aux soins primaires et des hôpitaux surchargés, ce qui entraîne la « médecine de couloir ». La mise en œuvre de la politique fédérale d'assurance-médicaments demeure incomplète, mais des changements importants ont été apportés à la politique provinciale, particulièrement en ce qui concerne les soins primaires et l'expansion des soins de santé virtuels. L'Initiative de recherche sur les politiques de santé a fourni aux décideurs politiques de nombreux renseignements utiles pour s'y retrouver dans ce contexte complexe, notamment des travaux de recherche sur le renforcement des capacités grâce à l'innovation dans les hôpitaux canadiens, une enquête juridique et réglementaire sur les politiques en matière de soins virtuels à l'échelle du pays, ainsi que l'organisation de conférences avec des dirigeants du secteur de la santé afin de débattre des enjeux prioritaires.

Les changements bénéfiques apportés à la conception des systèmes et à l'architecture du choix pour améliorer l'accès aux soins étaient le thème central du programme de recherche en politiques de santé en 2025. Une étude comparant le rendement du Canada à celui de pays comparables révèle des soins de haute qualité, mais l'accès demeure un défi; l'étude met en lumière les domaines prioritaires à améliorer. De plus, le programme a fourni des commentaires approfondis sur les changements politiques actifs, y compris la lettre d'interprétation de Holland 2025, les réformes des soins primaires au Québec et la politique de soins virtuels à travers le pays.

Afin d'accroître l'engagement et de promouvoir les connaissances de recherche de l'Initiative sur les politiques de santé, l'Institut a organisé des événements sur la politique nationale d'assurance-médicaments et l'accès aux soins primaires. De plus, 21 *Intelligence Memos*, six analyses graphiques, quatre tribunes d'opinions dans des publications axées sur la santé et un balado sont associés à la politique de santé. Les chercheurs de l'Institut C.D. Howe ont également participé à d'importantes activités de diffusion dans le cadre d'entrevues avec les médias, de présentations lors de conférences et de rencontres avec des décideurs.

La recherche de l'Institut sur le capital humain et les politiques en matière de soins de santé a fait des progrès importants dans la résolution des défis à plusieurs volets qui sont prévalents sur le marché du travail et le système de santé. Dans l'ensemble, le travail de l'Institut a souligné l'importance de politiques coordonnées dans les domaines de l'éducation, de l'immigration, des marchés du travail et de la planification démographique pour soutenir la prospérité à long terme du Canada. De plus, les défis des politiques de santé exigent une approche systémique pour relever les défis liés à l'accès. En offrant des solutions pratiques aux défis du marché du travail et en fournissant des perspectives précieuses sur les réformes des politiques de santé, l'Institut est resté ferme dans son engagement à promouvoir le bien-être sociétal.

Initiative sur les politiques de santé

Les systèmes de santé canadiens subissent une pression croissante : une population vieillissant rapidement, de nouvelles demandes de services, des défis financiers et des interfaces maladroites entre les services financés par des fonds publics et ceux financés par des fonds privés font partie des défis auxquels les Canadiens doivent s'adapter. Des recherches solides et des conseils provenant de sources indépendantes seront essentiels pour atteindre des résultats souhaitables en matière de politiques. L'Initiative sur les politiques de santé de l'Institut C.D. Howe est un programme continu visant à produire des recherches, des analyses et des événements pour élever le niveau du débat sur les soins de santé canadiens et contribuer à encourager des améliorations des politiques.

Le programme abordera des enjeux critiques tels que : des leçons internationales sur le financement et les incitatifs; la définition des services fournis par les régimes publics; des incitatifs et des arrangements de financement pour les hôpitaux et les fournisseurs de soins de santé; la politique fédérale et provinciale sur les produits pharmaceutiques; des options pour la réforme des soins primaires; l'accès et la qualité des soins. Comme pour tout le travail de l'Institut, le programme vise à fournir des études de recherche qui sont rigoureuses, fondées sur les faits et examinées par des pairs, des recommandations qui sont pertinentes, constructives et opportunes, et des communications qui sont claires, magistrales et concrètes.

Recherche sur les politiques en matière de santé et publications choisies

Troubling Diagnosis: Comparing Canada's Healthcare with International Peers

Janvier 2025 – Tingting Zhang

Enhancing Innovation in Canadian Hospitals: The Obstacles and the Solutions

Avril 2025 – Rosalie Wyonch

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Reinterpreting the Canada Health Act: The 2025 "Holland Letter" and What it Means for Healthcare in Canada

Mai 2025 – Katherine Fierlbeck

Friend or Foe? Preferred Pharmacy Networks and the Future of Drug Benefits in Canada

Août 2025 – Paul Grootendorst

Access and Affordability: Building Fiscally Responsible Pharmacare Systems

Septembre 2025 – Rosalie Wyonch

The Quebec Primary Care Conundrum: Good Intentions, Persistent Problems

Décembre 2025 – Tingting Zhang

Disconnected: Inside Canada's Patchwork of Virtual Care

Décembre 2025 – Katherine Fierlbeck et Rosalie Wyonch

Conseil sur les politiques en matière de santé

Coprésidents

Neil Fraser

Directeur, conseiller et consultant

Fred Horne

chercheur principal, Institut C.D. Howe

Members

Richard Alvarez

Neala Barton

Institut canadien
d'information sur la santé

Angela Behboodi

Amgen Canada Inc.

Brett Belchetz

Maple Corporation

Jennifer Chan

Merck Canada Inc.

Karen Cutler

Manulife

Janet Davidson

Josephine DesLauriers

CarePartners

Tony DiEmanuele

Mohawk Medbuy
Corporation

Michael Dietrich

Innovations Médicaments
Canada

David Dodge

Donna Duncan

Ontario Long Term Care
Association

Will Falk

Institut C.D. Howe

Michael Green

Inforoute Santé du
Canada

Mike Hamilton

GE Santé

Catherine Hecimovich

Association des
communautés de retraite
de l'Ontario (ORCA)

Steven Hogue

Pfizer Canada Inc.

Jim Keon

Association canadienne
du médicament générique

Neil King

CBI Health LP

Mark Komlenic

Alberta Blue Cross

Geneviève Lavertu

Johnson & Johnson Inc.
Canada

Richard Lech

Edwards Lifesciences
(Canada) Inc.

Guy Legault

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Wendy Levinson

Jeffrey Lozon

Dylan Marando

Siemens Healthcare
Limited

Cassandra McCrory

Hoffmann-La Roche
Limitée

Margaret Melanson

Réseau de santé Horizon

Christian Ouellet

Sandoz Canada Inc.

Robyn Saccon

BD Canada

Erik Sande

Medavie Health Services

Debra Sandomirsky

Deloitte

Graham Sher

Société canadienne du
sang

David Veillette

McKesson Canada

Jocelyne Voisin

Santé Canada

David Walker

Université Queen's

Joan Weir

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes
inc.

Paul Woods

Southlake Health

Jimmy Yang

Accenture

John Yip

SE Health

Jennifer Zelmer

Excellence en santé
Canada

Conseil de politiques sur le capital humain

Les défis du capital humain au Canada attirent de plus en plus l'attention des décideurs, des entreprises et du grand public. L'éducation, le développement des compétences, l'immigration, l'avancement de la technologie, le soutien au revenu et le fonctionnement du marché du travail façonnent la croissance économique et la prospérité des Canadiens. De plus, malgré les progrès réalisés par le Canada en matière de création d'occasions dans l'ensemble, notre économie gagnerait à ce que certains segments de la population – notamment les peuples autochtones, les femmes, les nouveaux arrivants, les personnes en situation de handicap et d'autres – qui n'ont pas pleinement profité des avancées sociales, obtiennent de meilleurs résultats. De meilleures politiques publiques permettraient aux particuliers de développer leurs compétences et d'utiliser les nouvelles innovations pour atteindre tout leur potentiel.

Le Conseil de politiques sur le capital humain de l'Institut C.D. Howe est composé d'experts de premier plan du secteur public, du monde des affaires et du secteur universitaire, qui aident à guider le programme. Son rôle est de soutenir et de conseiller la recherche et les événements de l'Institut qui façonnent le Programme de politiques sur le capital humain, et par son entremise, de promouvoir de meilleures politiques sur le capital humain au Canada.

Recherche sur les politiques en matière de capital humain et publications choisies

The Growing Data Gap on Canada's Temporary Resident Workforce

Février 2025 – Mikal Skuterud

The Immigration Paradox: How an Influx of Newcomers Has Led to Labour Shortages

Février 2025 – Pierre Fortin

2024 Labour Market Review: Challenges, Trends, and Policy Solutions for Canada

Mars 2025 – Parisa Mahboubi et Tingting Zhang

The Case of the Boiling Frogs: Provincial Indifference to Declining Education Outcomes

Mars 2025 – John Richards

Rethinking Age-Cutoffs for Long-Term Disability Insurance

Avril 2025 – Joe Nunes

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Recherche sur les politiques en matière de capital humain et publications choisies

Balancing Canada's Population Growth and Ageing through Immigration Policy

Mai 2025 – Daniel Hiebert

Fast vs. Slow: How Different Immigration Rates Can Impact Canada's Economic Challenges and Regional Disparities

Juin 2025 – Daniel Hiebert

Signposts of Success: Ranking Ontario's Elementary Schools

Août 2025 – David Johnson

Future-Ready Workforce Strategies and Matching Skills Models: The Energy Transition Case

Septembre 2025 – Lin al-Akkad

Immigration Policy Still in Need of a Course Correction

Septembre 2025 – Parisa Mahboubi

Conseil de politiques sur le capital humain

Coprésidents

Kathleen Taylor

Présidente, Altas Partners et Element Fleet Management

Neil Yeates

Ancien sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada

Membres

Tammy Alamrieh

McDonald's Canada

Diana Kelly

NAV Canada

Helena Pagano

Sun Life

Akolisa Ufodike

Université York

Josée Bégin

Statistique Canada

Harpreet S. Kochhar

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Rebecca Webb

Conseil de l'information sur le marché du travail

Fiona Bertram

Accenture

Aliza Lakhani

Université Northeastern

Munir Sheikh

Carleton University

Harvey Weingarten

Institut C.D. Howe

Daniel Brown

Ministère des Finances de l'Ontario

Stephen Lucas

Mitacs

Mikal Skuterud

Université Carleton

Zoya Zayler

Amazon Canada

Stephen Harrington

Deloitte

Stephen Mill

Robert Half Canada

Angela Splinter

Trucking HR Canada

Rob Henderson

BioTalent Canada

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

Michelle Tan

Hugessen Consulting

Claudia Hepburn

Windmill Microlending

Paul Thompson

Emploi et Développement social Canada

ÉNERGIE, CONCURRENCE, COMMERCE ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Les coups portés par les droits de douane américains ont mis à rude épreuve la résilience de l'économie canadienne tout au long de l'année 2025. La production manufacturière et les investissements dépendants de l'accès au marché américain ont été affectés négativement, malgré le fait que la plupart des exportations canadiennes qui respectaient les règles d'origine de l'ACEUM entraient encore aux États-Unis en franchise de droits.

L'Institut a convoqué un groupe de travail sur la crise commerciale qui s'est réuni huit fois entre février et août 2025. Le groupe a mis l'accent sur les limites de la riposte canadienne, tout en soulignant l'importance de renforcer la compétitivité du Canada et de diversifier son commerce, face aux droits de douane américains. L'Institut contribuera à la recherche d'un cadre acceptable pour le renouvellement de l'ACEUM, notamment en soulignant auprès des partenaires américains la contribution nette très importante du Canada à la compétitivité nord-américaine.

Dans ce contexte, l'Institut a poursuivi en 2025 son travail de longue date consistant à fournir des conseils sur les moyens de stimuler les investissements des entreprises, qui accusent un retard considérable, de renforcer les chaînes d'approvisionnement, d'éliminer les obstacles au commerce intérieur et de mieux tirer parti de l'économie numérique et de nos atouts en matière de ressources naturelles. Il a produit des idées constructives précoces sur la manière de maintenir la force du secteur automobile canadien tout en rétablissant l'accès des produits agricoles canadiens au marché chinois, qui avait été bloqué en raison des droits de douane canadiens sur les VE chinois. Il a ajouté de nouveaux groupes de travail et de nouvelles initiatives qui ont permis d'obtenir des perspectives politiques concrètes dans des domaines qui seront essentiels à l'exportation, à l'investissement et à la productivité du Canada dans les années à venir. Ceux-ci portaient sur le renforcement de nos secteurs de la défense et du logement, ainsi que sur la meilleure façon dont le Canada peut réglementer l'intelligence artificielle (IA) tout en stimulant l'innovation, l'adoption et la commercialisation de l'IA au bénéfice des Canadiens. Enfin, l'Institut convoque un nouveau conseil permanent sur la croissance des entreprises et l'innovation pour fournir des conseils sur les travaux visant à stimuler le rendement du Canada dans ces domaines.

Compte tenu de l'urgence des défis auxquels le Canada est confronté en matière de commerce, de productivité et de résilience, l'Institut a mis l'accent non seulement sur la réalisation de nouvelles études ou la mise à jour des recherches existantes, mais aussi sur un effort renouvelé visant à diffuser plus largement et plus directement les renseignements et les conseils d'ordre politique qui en découlent, par l'entremise d'articles concis, de publications sur les réseaux sociaux et de discussions avec les organisations concernées. Certaines de ces nouvelles initiatives de recherche et de diffusion sont dirigées ou soutenues par le directeur de l'engagement politique de l'Institut, Colin Busby, nouvellement installé à Ottawa.

Avec la création par Ottawa du Bureau des grands projets pour désigner les projets d'intérêt national, l'Institut a élaboré un cadre utile pour prioriser ces projets, soulignant l'importance critique de la définition et de la pondération de divers critères de sélection. Sous la direction de Kate Koplovich, nouvelle analyste de politique principale de l'Institut à Calgary, celui-ci a également publié une étude d'actualité sur les objectifs du gouvernement fédéral en matière de véhicules zéro émission – objectifs qui ont depuis été abrogés à la suite de la publication d'un rapport de l'Institut mettant en évidence les défis que représente l'obligation d'adopter les véhicules électriques pour les constructeurs automobiles nationaux, ainsi que pour le développement des capacités provinciales en matière d'électricité –, une question d'autant plus pertinente qu'elle concerne les immenses centres de données nécessaires pour alimenter les capacités d'intelligence artificielle. Le programme d'énergie de l'Institut continuera de faire des suggestions constructives sur la façon de faire face au désir d'obtenir de sources d'électricité à faibles émissions qui fournissent également une électricité abordable et fiable aux consommateurs. Dans ce dossier, alors que la faisabilité opérationnelle et les avantages d'interconnexions plus solides entre les réseaux électriques provinciaux ont fait l'objet de nombreuses études, l'Institut a publié un document décrivant les cadres de gouvernance et de planification nécessaires pour exploiter efficacement les interconnexions existantes et en créer de nouvelles entre les provinces disposant de ressources électriques potentiellement complémentaires.

L'objectif du programme restera de positionner le Canada comme un chef de file mondial en énergie et en minéraux critiques, de développer des formes économiques d'énergie et d'électricité pour stimuler l'innovation et l'investissement, ainsi que d'équilibrer l'ambition climatique avec l'abordabilité, la fiabilité et les coûts pour les Canadiens.

Conseil sur la politique de l'énergie

Le Programme de politique de l'énergie de l'Institut C.D. Howe examine les aspects économiques de la consommation et du développement d'énergie au Canada, sa contribution à la prospérité nationale et les changements réglementaires et financiers qui pourraient améliorer cette contribution. Ce programme s'appuie sur les dernières idées en matière de politiques sur les finances publiques et les ressources pour évaluer la manière dont les gouvernements peuvent renforcer la compétitivité mondiale du secteur énergétique, mieux faire comprendre la nécessité d'un accès aux marchés de l'énergie, encourager l'innovation qui façonnera le secteur énergétique de demain et aider les décideurs politiques à collaborer aux niveaux local, national et mondial.

L'Institut a créé le Conseil sur la politique de l'énergie pour fournir des conseils au programme. Le Conseil réunit des chefs de file de l'industrie, des décideurs politiques, des experts en la matière et des universitaires de premier plan pour des réunions semestrielles afin de passer en revue le programme de travail et les projets de documents. Le rôle du Conseil est de soutenir et de conseiller le programme de recherche et d'événements de l'Institut concernant le secteur de l'énergie au Canada.

Recherche sur l'énergie et publications choisies

An Economic Strategy for Canada's Next Government
Avril 2025 – John Lester

Future-Ready Workforce Strategies and Matching Skills Models: The Energy Transition Case
Septembre 2025 – Lin al-Akkad

Powering the Federation: A Blueprint for National Electricity Integration in Canada
Octobre 2025 – Madeleine McPherson

Mandating the Impossible? Assessing Canada's Electric Vehicle Mandate for 2026 and Beyond
Novembre 2025 – Brian Livingston

Conseil sur la politique de l'énergie

Coprésidents

Brad Corson

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Serge Dupont

conseiller principal et chef, Groupe des politiques publiques, Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Members

Richard Anderson

Institut C.D. Howe

Laura Arnold

TransAlta Corporation

Rahul Bedi

Hydro One Réseaux Inc.

Michael Bernstein

Canadians for Clean Prosperity

Varun Bindal

Accenture Canada

Tabatha Bull

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone

Kent Campbell

Société d'investissements de la Couronne de la Saskatchewan

Tim Church

Emera Inc.

Chelsea Clark

Pembina Pipeline Corporation

David Collyer**Pat Dalzell**

Bruce Power

Amberly Dooley

Pathways Alliance

G. Kent Fellows

Institut C.D. Howe

Dale Friesen

ATCO Ltd.

Carolina Gallo

GE Vernova

Mike Gladstone

Enbridge Inc.

Larry Kaumeyer

Alberta Energy and Minerals

Scott Kirker

Tourmaline Oil Corp.

Jeff Lawson

Cenovus Energy Inc.

Sheila Leggett

Institut C.D. Howe

Troy Little

Suncor Énergie Inc.

Ron Loborec**Pauline McLean**

Capital Power Corporation

Chris Montgomery

Explorers and Producers Association of Canada

Rob Morgan

Régie de l'énergie de l'Alberta

Carla Nell

Independent Electricity System Operator

Derek Olmstead

Market Surveillance Administrator

Christina Paradiso

Ressources naturelles Canada

Siân Pascoe

Association canadienne des producteurs pétroliers

Gerard Protti

Institut C.D. Howe

Grant Sprague

Institut C.D. Howe

Todd Stack

Société Trans Mountain

Andrew Swart

Deloitte

Sohail Thaker

SIA Partners

George Vegh**Chris Vivone**

TC Energy



Conférence sur l'énergie – *Priority Projects: Getting Canadian Energy Resources to Market*, novembre 2025

Conseil sur la politique de la concurrence

Le Conseil sur la politique de la concurrence de l'Institut C.D. Howe fournit des analyses essentielles aux professionnels du secteur, réunit des experts au sein d'un forum neutre et indépendant afin de tester des points de vue divergents, et offre aux décideurs politiques, aux médias et au grand public la possibilité de s'appuyer sur les plus éminents spécialistes juridiques et économiques du domaine de la concurrence. Le Conseil, dont les membres participent à titre personnel, publie des rapports qui exposent les enjeux et résumant les raisons derrière les recommandations des participants.

Le Conseil est présidé par Elisa Kearney, associée chez Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l. Le Conseil sur la politique de la concurrence s'est réuni le 8 avril 2025 pour discuter de la question émergente des barrières commerciales internes. Au cours de la dernière année, le Conseil sur la politique de la concurrence a été revitalisé, avec des ajouts importants à ses membres, et il se réunira régulièrement tout au long de 2026.

Recherche sur la réglementation, la concurrence et la croissance et publications choisies

Libre cours à l'innovation : Barriers, Government Support Programs, and What Works Best
Juillet 2025 – Catherine Beaudry

Building Smarter, Faster: Technology and Policy Solutions for Canada's Housing Crisis
Juillet 2025 – Tasnim Fariha

AI Is Not Rocket Science: Ideas for Achieving Liftoff in Canadian AI Adoption
Octobre 2025 – Kevin Leyton-Brown, Cinda Heeren, Joanna McGrenere, Raymond Ng, Margo Seltzer, Leonid Sigal et Michiel van de Panne

Canada's Investment Crisis: Shrinking Capital Undermines Competitiveness and Wages
Décembre 2025 – William B.P. Robson et Mawakina Bafale

Conseil sur la politique de la concurrence

Président

Elisa Kearney

Davies Ward & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

Melanie Aitken

Bennett Jones S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Timothy

Timothy Brennan

Université du Maryland,
comté de Baltimore

Susan M. Hutton

Université Queen's

The Hon. Howard I. Wetston, K.C.

Institut C.D. Howe

Renée Duplantis

Charles River Associates

Calvin S. Goldman, K.C.

The Law Office of Calvin
Goldman, K.C.

Neil Campbell

McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Edward Iacobucci

Faculté de droit de
l'Université de Toronto

Ralph Winter

Sauder School of Business,
Université de la Colombie-
Britannique

George Addy

Advacon Inc.

Omar Wakil

Torys S.E.N.C.R.L.

Marcel Boyer

CIRANO, Université de
Montréal

Lawson A.W. Hunter, K.C. LL.D

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Margaret F. Sanderson

Charles River Associates

Roger Ware

Université Queen's

John Pecman

Fasken

Erika M. Douglas

Faculté de droit Beasley de
l'Université Temple

Jason Gudofsky

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Navin Joneja

Blake, Cassels & Graydon
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Paul Johnson

Rideau Economics

Michelle Lally

Osler, Hoskin & Harcourt
S.E.N.C.R.L./s.r.l.



Groupe de travail sur la crise commerciale

Face à la menace aigüe présentée par les droits de douane américains, l'Institut C.D. Howe a rapidement mis sur pied un groupe de travail sur la crise commerciale, composé de membres du Conseil de politique économique internationale et du groupe de travail sur la chaîne d'approvisionnement de l'Institut, ainsi que d'autres experts compétents. Le groupe était présidé par l'honorable Jason Kenney et l'honorable Mitzie Hunter. Les membres se sont réunis régulièrement au cours de 2025 pour débattre et émettre des Communiqués sur la meilleure façon dont les décideurs canadiens peuvent répondre au mieux aux droits de douane et aux autres menaces émanant des États-Unis, y compris la forme d'un possible accord qui pourrait mettre fin à la guerre tarifaire.

À l'approche du renouvellement de l'ACEUM en 2026, le groupe de travail sur la crise commerciale continuera de se réunir au besoin, et notre groupe de travail sur la politique économique internationale et la chaîne d'approvisionnement ajoutera ses voix substantielles et respectées à toutes les questions pertinentes en matière de politique commerciale.

Communiqués :

- *“Canada First” – Dealing with the US Tariff Threat*
(Communiqué : première réunion du groupe de travail sur la crise commerciale de l'Institut C.D. Howe), 4 février 2025
Bolstering Canada's Response to US Trade Threats
(Communiqué : deuxième et troisième réunions du groupe de travail sur la crise commerciale de l'Institut C.D. Howe), 5 mars 2025
- *Inside the Tent or Out in the Cold? How Canada Should Navigate the Coming US Trade Demands*
(Communiqué : quatrième et cinquième réunions du groupe de travail sur la crise commerciale de l'Institut C.D. Howe), 14 avril 2025
- *Tariffs are Bad, Uncertainty is Worse: Implications for Canada Ahead of Trade and Security Negotiations with the United States*
(Communiqué), 23 mai 2025
- *Before the Window Closes: Canada Needs a Framework for CUSMA Renewal Soon*
(Communiqué), 12 août 2025

Conseil de politique économique internationale

Coprésidents

Marta Morgan

Ancienne sous-ministre des Affaires étrangères,
Gouvernement du Canada

L'honorable Pierre S. Pettigrew

Ancien ministre des Affaires étrangères et ministre du
Commerce international

Membres

Stuart Bergman

Exportation et
Développement Canada

Pablo Forestier

Alstom Amérique du Nord

Dave Jamieson

Honda Canada Inc.

Sajid Rizvi

Baffinland Iron Mines
Corporation

Dan Ciuriak

Institut C.D. Howe

Carolina Gallo

GE Vernova

Jim Keon

Association canadienne du
médicament générique

Robert Smith

Livingston International
Inc.

Catherine Cobden

Association canadienne
des producteurs d'acier

Jacob Glick

Amazon Canada

Meredith Lilly

Université Carleton

Rob Stewart

Affaires mondiales Canada

John Curtis

Institut C.D. Howe

Sarah Goldfeder

Compagnie General
Motors du Canada

Scott MacKenzie

Toyota Canada Inc.

Aaron Sydor

Affaires mondiales Canada

Dawn Desjardins

Deloitte

Peter Hall

Institut C.D. Howe

Brendan Marshall

Rio Tinto

Daniel Trefler

Rotman School of
Management

Robert Dimitrieff

Patriot Forge Co.

Lawrence Hanson

Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Michael McAdoo

Boston Consulting Group

Ari Van Assche

HEC Montréal

Rick Ekstein

Phaze 3 Management

Lawrence Herman

Institut C.D. Howe

Marcella Munro

Teck Resources

Luisa Fernandez-Willey

Chemin de fer Canadien
National

Caroline Hughes

Ford du Canada Limitée

Jeanette Patell

YouTube Canada

Recherche en politique commerciale et internationale et publications choisies

'Canada First' – Dealing with the US Tariff Threat

Février 2025 – Daniel Schwanen

**Eyes on the Prize: A Game Plan to Speed Up Removal of
Internal Trade Barriers in Canada**

Avril 2025 – Ryan Manucha

**Inside the Tent or Out in the Cold? How Canada Should
Navigate the Coming US Trade Demands: quatrième
et cinquième réunions du groupe de travail sur la crise
commerciale de l'Institut C.D. Howe**

Avril 2025 – Daniel Schwanen

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

**Back to the Future? Canada's Auto Strategy in a New
Tariff Era**

Mai 2025 – Stephen Beatty

**Tariffs are Bad, Uncertainty is Worse: Implications for
Canada Ahead of Trade and Security Negotiations with
the United States**

Mai 2025 – Daniel Schwanen

**Guns for Butter: A Continental Pact for Security and
Prosperity**

Juin 2025 – James Pierlot

**Urgency and Caution: Charting a Careful Path to the
CUSMA Review**

Juin 2025 – Meredith Lilly

**Before the Window Closes: Canada Needs a Framework
for CUSMA Renewal Soon**

Août 2025 – Daniel Schwanen

Conseil national

Le Conseil national de l'Institut C.D. Howe rassemble un groupe distingué de chefs d'entreprise, d'universitaires, d'anciens fonctionnaires et d'autres experts canadiens pour fournir des perspectives stratégiques qui sont pertinentes au programme de recherche global de l'Institut. David Dodge, conseiller principal chez Bennett Jones LLP et ancien gouverneur de la Banque du Canada, assure la présidence du Conseil. Ses membres fournissent leurs perspectives sur des défis émergents en matière de politique nationale, sectorielle et régionale, afin de soutenir la qualité et la pertinence des activités de recherche de l'Institut et des activités connexes.

Conseil national

Président

David Dodge

Ancien gouverneur de la Banque du Canada; conseiller principal, Bennett Jones S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Members

Elyse Allan

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Bob Baldwin

Baldwin Consulting

Marshall Cohen

Brad Corson

Leo de Bever

David Denison

Edward Devlin

Devlin Capital Inc.

Rupert Duchesne

SciNov Inc.

Janet Ecker

Kilwaughter Consulting

Jacob Glick

Amazon Canada

Lawrence Herman

Cassidy Levy Kent

Michael Horgan

Tim Hudak

Counsel Public Affairs

Lawson Hunter

Stikeman Elliott
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Jason Kenney

Bennett Jones S.E.N.C.R.L.,
s.r.l.

Thorsten Koeppl

Université Queen's

Nicholas LePan

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Janice MacKinnon

R. Jeffrey Orr

Power Corporation of
Canada

John Richards

Université Simon Fraser

Guy Saint-Jacques

Guy Savard

Osler, Hoskin & Harcourt
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Kathleen Taylor

Element Fleet
Management Corp.

Craig Thorburn

Leonard Waverman
Université McMaster

Alfred Wirth

HNW Investments S.A.

Susan Wolburgh Jenah

Aecon Group Inc.

Neil Yeates

Recherche sur la gouvernance et la responsabilité publiques et publications choisies

Making Housing More Affordable in Canada: The Need for More Large Cities

Janvier 2025 – Jeremy Kronick et Paul Beaudry

Housing Policy for a Growing Canada

Février 2025 – Tasnim Fariha

Tout le monde à bord : Les avantages de trains de passagers plus rapides et plus fréquents entre l'Ontario et le Québec et les coûts des retards

Février 2025 – David Jones et Tasnim Fariha

Putting Canada's Economy First : le budget fictif 2025 de l'Institut C.D. Howe.

Mars 2025 – William B.P. Robson, Don Drummond et Alex Laurin

Could Do Better: Grading the Fiscal Accountability of Canada's Municipalities, 2024

Avril 2025 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

An Economic Strategy for Canada's Next Government

Avril 2025 – John Lester

Building Smarter, Faster: Technology and Policy Solutions for Canada's Housing Crisis

Juillet 2025 – Tasnim Fariha

Making the Grade: The Fiscal Accountability Report Card for Canada's Senior Governments, 2025

Octobre 2025 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir



Conférence sur le budget, les achats et le recrutement en défense, novembre 2025

ACTIVITÉS EN 2025

Les tables rondes, les conférences et les événements spéciaux informels de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des chefs d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2025 (en ordre chronologique) :

Carol Graham, chargée de recherche principale, Brookings Institution

The Economics of Happiness: How Emotions Shape Economic Decisions and Public Policy
Webémission, 20 janvier

Michael McCain, président exécutif, Aliments Maple Leaf inc.

Canada 2.0: Our Nation's Role in a Shifting Global Landscape
Déjeuner table ronde de Toronto, 30 janvier
Commandité par : Osler

David Morrison, sous-ministre des Affaires étrangères

Déjeuner table ronde de Toronto, 4 février

L'honorable Dominic Leblanc, ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales

Déjeuner table ronde de Toronto, 6 février
Commandité par : Intuit

Deb Barnes, Saskia Goedhart et David Latour

Navigating Uncertainty: Chief Risk Officers at the Podium
Déjeuner table ronde de Toronto, 12 février
Commandité par : Torsy S.E.N.C.R.L

Steve Verheul, directeur, GT & Co; ancien négociateur en chef du Canada

Trade Wars and Canada: Finding Solutions in Uncertain Times
Déjeuner table ronde de Toronto, 18 février
Commandité par : Toyota

Cynthia Leach, Jean-François Perrault et Douglas Porter

Canada at a Crossroads: Economic Predictions for 2025 and Beyond
Déjeuner table ronde de Toronto, 19 février

Laura Dawson, directrice générale, Future Borders Coalition

A New Chapter for Canada-US Economic Security
Webémission de la série de webinaires des chercheurs 2025, 20 février

L'honorable Steven Mackinnon, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail et chef du gouvernement à la Chambre des communes

Tariffs, Talent & Trade: Adapting Canada's Workforce to a Disruptive World
Déjeuner table ronde de Toronto, 4 mars

Stephen Poloz, conseiller spécial, Osler, Hoskin & Harcourt LLP

Building Canada's Prosperity: Pension Funds as Catalysts for Domestic Investment
Déjeuner table ronde de Toronto, 5 mars

Commandité par : Osler

Michelle DiEmanuele, secrétaire du Cabinet de l'Ontario et greffière du Conseil exécutif, gouvernement de l'Ontario

Déjeuner table ronde de Toronto, 12 mars
Commandité par : Hydro One

Natalia Cmoc, ambassadrice du Canada en Ukraine

From Crisis to Hope: Canada's Strategic Engagement with Ukraine in 2025
Webémission, 20 mars

Professeur Robert Danon et Riyaz Dattu

Conférence Jack Mintz – Global Tax Disputes: The Role of Investment Treaties
25 mars

Margaret Macmillan, professeure émérite d'histoire,

Université de Toronto, professeure d'histoire internationale, ancienne directrice du St. Antony's College, Université d'Oxford
Conférence annuelle Sylvia Ostry, 26 mars

Martin Imbleau, président et chef de la direction, Alto

Connecting People and Places with Alto
Déjeuner table ronde de Toronto, 2 avril
Commandité par : Alto



De gauche à droite : Taylor Putnam, Lynsey Wynberg, Michael Fedchyshyn, et Farah Faisal



De gauche à droite : Lisa Maslanka, Agara Stankiewicz, et Rosalie Wyonch



Gary Edwards et Jeremy Kronick

Michael Fedchyshyn, chef de la direction, Fonds ontarien pour la construction
Déjeuner table ronde de Toronto, 22 avril
Commandité par : EllisDon

Robert Sedran, Tayfun Tuzun et Raj Viswanathan
Financial Strategy and Economic Productivity: Insights from the CFO's Office
Déjeuner table ronde de Toronto, 30 avril
Commandité par : CFLA

Michael Kelly, Sunita Mahant et Sarah Takaki
Responsible Returns: How Canada's Pension Plans are Shaping Sustainable Investments
Déjeuner table ronde de Toronto, 6 mai
Commandité par : Torgys S.E.N.C.R.L

Gerald Butts, vice-président du Eurasia Group et ancien secrétaire principal du premier ministre
Souper du Cercle des mécènes avec Gerald Butts, vice-président du Groupe Eurasia et ancien secrétaire principal du premier ministre
7 mai

Brian Gallant, chef de la direction, Espace Canada
The Global Space Economy: Opportunities and Risks for Canada
Webémission, 8 mai

Peter Routledge, surintendant, Bureau du surintendant des institutions financières
Déjeuner table ronde Hugh & Laura MacKinnon 2025 – Peter Routledge, surintendant, Bureau du surintendant des institutions financières
Déjeuner table ronde de Toronto, 21 mai
Commandité par : Association des banquiers canadiens

Yves Giroux, directeur parlementaire du budget
Follow the Money: Independent Insights from Canada's Parliamentary Budget Officer
Webémission, 22 mai

Son Excellence Ailish Campbell, ambassadrice du Canada auprès de l'Union européenne
Navigating Global Change: Canada and the EU in a Shifting World Order
Webémission, 26 mai

L'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario
A Plan to Protect Ontario: Séance de renseignements après le dépôt du budget avec l'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario
Déjeuner table ronde de Toronto, 26 mai
Commandité par : Primerica

Artificial Intelligence – Seizing Opportunities for Canada
Conférence en personne de l'Institut C.D. Howe et de CIFAR, 27 mai
Commandité par : Mastercard

Bruce Kasman, chef mondial de la recherche économique, J.P. Morgan Chase & Co.
Surprise, Surprise: Gauging the Magnitude of the Coming Growth Slowdown
Déjeuner table ronde de Toronto, 28 mai
Commandité par : J.P. Morgan

L'honorable Doug Ford, premier ministre de l'Ontario
Souper des directeurs 2025 – Protecting Ontario: A Conversation with Doug Ford
Souper annuel des directeurs, 4 juin
Commandité par : Bruce Power, GE Vernova, Sun Life, Ford du Canada Limitée, CFLA

Sharon Kozicki, sous-gouverneure, Banque du Canada
La conférence Laidler : Talking to Canadians: How Real-World Insights Shape Monetary Policy
Déjeuner table ronde de Toronto, 5 juin

Kevin Brosseau et Erin O'Gorman
Fortifying Canada's Borders: Strategy, Security, & Sovereignty
Déjeuner table ronde de Toronto, 10 juin

Michael Lindsay, président et chef de la direction par intérim, Metrolinx
Une conversation avec Michael Lindsay, président et chef de la direction par intérim de Metrolinx
Déjeuner table ronde de Toronto, 11 juin
Commandité par : Deloitte

P.J. Akeegok, Jacob Isbosethsen, la professeure Whitney Lackenbauer et Jessica M. Shadian
On Thin Ice: Asserting Canada's Sovereignty in the Arctic
Conférence annuelle Kierans, 17 juin
Commandité par : Tom Kierans et Mary Janigan

L'honorable Caroline Mulroney, présidente du Conseil du Trésor de l'Ontario et ministre des Affaires francophones
Déjeuner table ronde de Toronto, 24 juin
Commandité par : Interac

L'honorable Stephen Lecce, ministre de l'Énergie et des Mines de l'Ontario
Déjeuner table ronde de Toronto, 15 juillet
Commandité par : Bruce Power

Daniel Rogers, directeur, Service canadien du renseignement de sécurité
Déjeuner table ronde de Toronto, 16 juillet



Rebecca et John Horwood



le très honorable Victor Fedeli



De gauche à droite : Savannah Fidani, Deb Barnes, et Nikolina Paparelli

L'honorable Victor Fedeli, ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario

Protecting Ontario: Innovation, Industry & Impact

Déjeuner table ronde de Toronto, 8 octobre

Commandité par : EllisDon

Alison Nankivell, présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada

Reimagining Canada's Trade for a New Global Era

Déjeuner table ronde de Toronto, 14 octobre

Commandité par : Exportation et développement Canada

Jon McKenzie, président et chef de la direction, Cenovus Energy

The Outsized Role of Canada's Energy Sector in a Shifting Global Landscape

Déjeuner table ronde de Toronto, 16 octobre

Commandité par : Association canadienne des producteurs pétroliers

Le très honorable Jean Chrétien et le très honorable Stephen J. Harper

Canadian Unity in a Fractured World

Le septième débat Regent

21 octobre

Commandité par : Aaron Regent

Paul Lefebvre, Priya Tandon et Ashley LaRose

The Critical Corridor: From the Ring of Fire to Ontario's Mining Future

Déjeuner table ronde de Toronto, 23 octobre

Souper du Cercle des mécènes avec Michael Wernick, ancien greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet du Canada

Beyond Dogma: Rethinking State Capacity to Drive National Productivity

28 octobre

Paul Gruenwald, économiste en chef mondial, S&P Global Ratings

The Global Macroeconomic Maze: A Post-Washington Consensus World

Déjeuner table ronde de Toronto, 30 octobre

Séance de renseignements après le dépôt du budget de

Chris Forbes, sous-ministre des Finances du Canada

Déjeuner table ronde Duncan Munn, 5 novembre

Commandité par : Le Bureau d'assurance du Canada

Blake Hutcheson, président et chef de la direction, OMERS
Déjeuner table ronde de Toronto, 12 novembre

Priority Projects: Getting Canadian Energy Resources to Market

Conférence de l'Institut C.D. Howe, 13 novembre

Commandité par : Association canadienne des producteurs pétroliers, Pathways Alliance, Enbridge

Melanie Adams, Nick Chamie et Sacha Ghai

Global Investment Trends 2026

Déjeuner table ronde de Toronto, 18 novembre

Lucas Matheson, Lori Stein et Blair Wiley

Banking on Stability: Crafting a Stablecoin Framework for Canada

Déjeuner table ronde de Toronto, 19 novembre

Defence Budgeting, Procurement and Recruitment

Conférence de l'Institut C.D. Howe, 20 novembre

Commandité par : CAE, Base Systems, Serco, Commissionnaires et Aecon

Kristian Aquilina, Linda Hasenfratz et Max Koeune

A Tale of Three Industries – How Tariffs have Impacted Canadian Businesses

Déjeuner table ronde de Toronto, 26 novembre

Sarah Taylor, ambassadrice du Canada en Russie

Webémission, 26 novembre

Joanne de Laurentiis, Gary Edwards et Glenn Williams

Closing Canada's Financial Guidance Gap

Déjeuner table ronde de Toronto, 4 décembre

Commandité par : Primerica

Krish Banerjee, Jaime Tatis et Jordan Zed

Sovereign AI: Managing Risk and Accelerating Growth

Déjeuner table ronde de Toronto, 10 décembre

Commandité par : Accenture



le très honorable Doug Ford



Donald K. Johnson



Heather Chalmers et le très honorable Jean Chrétien



De gauche à droite : le très honorable Dominic LeBlanc, Navdeep Bains et Paul Genest



William B.P. Robson, Blake C. Goldring et Hugh MacKinnon



De gauche à droite : Lauren Malyk, Tammy Trepanier, Adi Malev, Tala Khaki, Craig Seeley, Angelica Kakridas et Percy Sherwood



le très honorable Peter Bethlenflavý



William B.P. Robson et Jon McKenzie



Le très honorable Steven MacKinnon



L'honorable Caroline Mulroney



De gauche à droite : Raza Hasan, Vanessa Morgan, Paul Gruenwald, Jeremy Kronick, Michael Rothe, et Alex Ciappara



Raza Hasan et Kashif Malik



De gauche à droite : Chris Plunkett, Adelaide Johnson, Hersi Hujaleh et Juzar Pirbhai

COMMANDITAIRES EN 2025

SOUPERS SUR LES POLITIQUES



CONFÉRENCES SUR LES POLITIQUES



WEBINAIRES, DÉJEUNERS TABLES RONDES ET CONFÉRENCES

OSLER

INTUIT
turbotax credit karma quickbooks mailchimp

TORYS
LLP

TOYOTA

hydro
one

Wendy Dobson

ALTO

EllisDon

cfla
acfl

ASSOCIATION
DES BANQUIERS
CANADIENS **b** CANADIAN
BANKERS
ASSOCIATION

PRIMERICA®

J.P.Morgan

Deloitte.

accenture

BrucePower™
Innovation at work

IBC · BAC
Insurance Bureau of Canada
Bureau d'assurance du Canada

intact

LES MEMBRES DE L'INSTITUT EN 2025

PARTICULIERS

Lalit Aggarwal
Elyse Allan
Keith Ambachtsheer
Richard Anderson
Andrée Appleton
James Appleyard
James Arnett
Dany Assaf
James Baillie
Jeannine Bailliu
Bruce Barker
George Bezaire
Thomas Bogart
Stephen Bowman
Jonathan Bright
Scott Burns
Peter Buzzi
Justin Caldwell
Robert Caldwell
John F. Campbell
John Champion
Ken Chan
Robert Chisholm
Bharat Chopra
Edmund Clark
Marshall Cohen
David Collyer
Kevin Comeau
Brad Corson
Randolph Cousins
John Crow
David Denison
Hélène Desmarais
Edward Devlin
David Dodge
Laura Dottori-Attanasio
Robert Dunlop
Janet Ecker
Gary Edwards
David Don Ezra
Angela Ferrante
Iain Fleming

Paul Fletcher
Robert Gold
Blake Goldring
Peter Goring
AJ Goulding
John Grant
Barry Gros
Geoffrey Hale
Graham Hallward
Malcolm Hamilton
Raza Hasan
Claudia Hepburn
Graeme Hepburn
Lawrence Herman
James Hinds
Tim Hodgson
Bryan Horrigan
Rebecca Horwood
Richard Howson
Richard Ivey
Mary Janigan
Susan Wolburgh Jenah
Jon Johnson
Donald Johnson
Brian Johnston
Robert Kaplan
Anna Kennedy
Claire Kennedy
Sheryl Kennedy
Jim Keohane
Jan Kestle
Thomas Kierans
Sandeep Lal
Michael Landry
David LeGresley
Brian Levitt
Ron Loborec
Henry Lotin
Hugh MacKinnon
Paul Martin
R.B. Matthews
Daniel McClure
Esther McNeil
Jack Mintz

Bruce Mitchell
Ronald Mock
William Molson
Kim G C Moody
Angelo Nikolakakis
Joe Nunes
Nick Pantaleo
Stéphane Paris
Dani Peters
Kane Porter
Eric Rauch
Theresa Redburn
Robert Richards
William B.P. Robson
Helen Robson
David Rogan
Timothy Runge
Mohit R. Sahni
Walter Schroeder
Daniel Schwanen
Lawrence Schwartz
Helen Sinclair
Amal Smaili
Geoff Smith
Paul Stanley
Michael Stein
James K. Stewart
Daniel Sullivan
Richard Tattersall
Robert Taylor
John Tennant
Simon Thang
Keith Thompson
Craig Thorburn
Tom Trimble
Peter van Dijk
Annette Verschuren
Warren Viegas
Mark Walker
John Wilkinson
Alfred Wirth
David Wishart



Rick Howson et Mark Romoff



De gauche à droite : Lila Han, Andrea Araborsi et Lucy Qi



John Stackhouse et John Campion



Michelle DiEmanuele



Daniel Schwanen et Michael Wernick



De gauche à droite : Arlene Dickinson, Karim Kanji et Bonnie Crombie



De gauche à droite : Joanne De Laurentiis et Korinne Collins



Peter MacKay et Nicholas Dahir

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

HEC Montréal
Université McMaster
Université Northeastern
Université Queen's
Université de Toronto
Université Western
Université York

ASSOCIATIONS, FONDACTIONS ET SOCIÉTÉS

3 Sixty Public Affairs Inc.
Abbvie Corporation
Accenture
AGF Management Limited
Alberta Blue Cross
Alberta Central
Algoma Central Corporation
Algoma Steel Inc.
ALSTOM North America
Amgen Canada Inc.
Apotex Inc.
Association canadienne des
administrateurs de régimes de
retraite
Association des municipalités de
l'Ontario (AMO)
ATCO Ltd. & Canadian Utilities
Limited
Aviva Canada Inc.
Axia Real Assets
Baffinland Iron Mines Corporation
BC Pension Corporation
BCI
BD Canada
BDG & associés
BHP Group Limited
BioTalent Canada
BlackRock Asset Management
Blake, Cassels & Graydon LLP
BMO Groupe financier
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L.,
S.R.L
Bosa Properties
Boston Consulting Group Canada ULC
Bridgewater Bank
Brookfield Asset Management Inc.
BMKP Law LLP
Bruce Power
Fonds ontarien pour la construction

Goal Group of Companies
Business Council of British Columbia
Conseil canadien des affaires
Banque de développement du
Canada
CAAT Pension Plan
Caisse de dépôt et placement du
Québec
Corporation de développement des
investissements du Canada
Canada Guaranty
Banque de l'infrastructure du Canada
Société canadienne d'hypothèques et
de logement
Office d'investissement du régime de
pensions du Canada
Association canadienne des
producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Société canadienne du sang
Canadian Business Growth Fund
Association canadienne des
coopératives financières
Association Canadienne de
Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du
médicament générique
Association canadienne des
constructeurs d'habitations
Banque Canadienne Impériale de
Commerce
Institut canadien d'information sur la
santé
Organisme canadien de
réglementation des investissements
Association canadienne des
compagnies d'assurance de
personnes inc.
Association canadienne de
l'immeuble
Fondation Canadian Scholarship
Trust
Association canadienne des
producteurs d'acier
Association canadienne d'études
fiscales
Association canadienne des
télécommunications
Société Canadian Tire, limitée
Canadian Web3 Council
Canadians for Clean Prosperity
Candor Investments Ltd.
CANNEX Financial Exchanges Limited
Capital Power Corporation
CarePartners
CBI Home Health

Cenovus Energy Inc.
Association canadienne de l'industrie
de la chimie
Collèges Ontario
Commissionaires Canada
CPA Ontario
CSA Group
DBRS Limited
Deloitte
Groupe Desjardins
Fondation canadienne Donner
Dupont Canada
Earncliffe Strategies
EastLink
Eckler Ltd.
Economap Inc.
Edwards Lifesciences (Canada) Inc.
Elevate Export Finance Corp.
EllisDon Corporation
Emera Inc.
Empire Communities
Enbridge Inc.
Association canadienne du logiciel de
divertissement
Banque Équitable
Exportation et développement
Canada
Fasken
Fédération canadienne des
municipalités
Federation of Rental Housing
Providers of Ontario
Fidelity Investments
Fiera Capital
Financial Resilience Institute
FleishmanHillard Canada
Ford du Canada Limitée
Fuse Strategy
GCT Global Container Terminals Inc.
GE Santé
GE Vernova
General Motors of Canada Company
Global Risk Institute
goeasy Ltd.
Google Canada Inc.
GWN Capital Management Ltd.
H&R Block Canada, Inc.
Healthcare of Ontario Pension Plan
Hoffmann-La Roche Limited
Home Trust Company
Honda Canada Inc.
Horizon Health Network
Hugessen Consulting
Hydro One Networks Inc.
Hydro Ottawa Holding Inc.
Imperial Capital Group Ltd
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Independent Electricity System Operator (IESO)	Nova Scotia Association of REALTORS®	Smith Financial Corporation
Innovative Medicines Canada	NuVista Energy Ltd.	Santé de Southlake
Association des courtiers d'assurances du Canada (ACAC)	OMERS	Strategy Corp Inc
Bureau d'assurance du Canada	Ontario Home Builders' Association	Summerhill Capital Management
Intact Corporation financière	Ontario Long Term Care Association	Sun Life
Interac Corp.	Ontario Real Estate Association	Suncor Energy Inc.
Intuit Canada	Ontario Retirement Communities Association (ORCA)	TC Energy Corporation
Investment Management Corporation of Ontario	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	Groupe Financier Banque TD
J.P. Morgan Securities Canada Inc.	OPTrust	Teck Resources Limited
Fondation Jackman	Osler, Hoskin & Harcourt LLP	TELUS
Johnson & Johnson Inc. Canada	PAA Advisory	La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.	Parkland Corporation	The Conference for Advanced Life Underwriting
Conseil de l'information sur le marché du travail	Pathways Alliance	The Explorers and Producers Association of Canada
Letko, Brosseau and Associates Inc.	Patriot Forge Co.	Thorsteinssons LLP
Livingston International Inc.	Payments Canada	TikTok Canada
Local Authorities Pension Plan	Pembina Pipeline Corporation	TMX Group Inc.
Loyalist Public Affairs	Persis Holdings Ltd	Toronto Leadership Centre
Magris Performance Materials Inc.	Pfizer Canada Inc.	Chambre de commerce de la région de Toronto
Manuvie	Phaze 3 Associates	Torys S.E.N.C.R.L.
Maple Corporation	Power Corporation of Canada	Tourmaline Oil Corp.
Market Surveillance Administrator	Primerica Life Insurance Company of Canada	Toyota Canada Inc.
Mastercard Canada	Société d'indemnisation en matière d'assurances	Trans Mountain Corporation
Mattamy Homes	PwC Canada	TransAlta Corporation
Fondation Max Bell	Qube Investment Management Inc.	TransUnion of Canada Inc.
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.	RBC	Trucking HR Canada
Les Restaurants McDonald's du Canada Limitée	Realstar Group	Uber Canada, Inc
McKesson Canada	Regina & Region Home Builders' Association	University Pension Plan
Medavie Health	Residential Construction Council of Ontario (RESCON)	Vale
Medcan Health Management Inc.	Rio Tinto Alcan	Valero Energy Inc.
Merck Canada Inc.	Robert Half	Vancouver City Savings Credit Union
Meridian Credit Union Limited	Rothmans, Benson & Hedges Inc.	Vector Institute
Metrolinx	Sagard Holdings	VersaBank
Mitacs	Sagen	Visa Canada
Mohawk Medbuy Corporation	Saskatchewan REALTORS® Association	Wealthsimple
Moody's	Banque Scotia	Weston Forest
Morgan Meighen & Associates Limited	SE Health	Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail
Professionnels hypothécaires du Canada	Association des marchés de valeurs et des investissements (AMVI)	
Banque Nationale du Canada	Shakepay	
NAV CANADA	SIA Partners	
Normandin Beaudry	Siemens Healthcare Limited	
Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.		

NOS MEMBRES EN DEUIL EN 2025



BOB BALDWIN

15 août 2025 – L'Institut C.D. Howe et son personnel pleurent la disparition de Bob Baldwin, collaborateur de longue date de l'Institut et expert renommé en matière de politique des pensions.

Figure de proue de la politique canadienne en matière de retraite, Bob est l'auteur de nombreuses publications de l'Institut destinées à conseiller les Canadiens sur leur épargne-retraite et leurs revenus à la retraite. Il était également un membre estimé du Conseil national et du Conseil sur les politiques en matière de pensions de l'Institut, dont il est devenu membre 2010.

« Le Canada a perdu un véritable champion de la sécurité de la retraite », a déclaré William B.P. Robson, président-directeur général de l'Institut C.D. Howe. « La passion, la sagesse et le leadership de Bob ont façonné les conversations politiques cruciales pendant des décennies, et il nous manquera profondément. »

Plus tôt cette année, Bob est devenu le premier chargé de recherche émérite de l'Institut, une distinction qui reconnaît ses contributions exceptionnelles au fil des ans et son incarnation de la mission de l'Institut visant à promouvoir des politiques qui favorisent la prospérité et la qualité de vie des Canadiens.

Au-delà de l'Institut, les contributions de Bob à la politique canadienne des pensions incluent la présidence du comité consultatif du Régime de pensions du Canada, fiduciaire et président du RTR, ainsi que conseiller à la Commission ontarienne d'experts en régimes de retraite. Il a également été membre du groupe d'experts sur la sécurité du revenu du Conseil sur le vieillissement d'Ottawa et du groupe d'experts chargé d'examiner les hypothèses du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.



TOM COURCHENE

14 novembre 2025 – L'Institut C.D. Howe et son personnel pleurent la disparition de Tom Courchene, économiste et professeur canadien influent.

Chargé de recherche principal de 1980 à 1999, Tom Courchene a été un auteur prolifique, un éditeur et une autorité en politique économique et sociale canadienne. On se souvient de lui pour ses travaux sur la politique monétaire et macroéconomique, son expertise sur le fédéralisme fiscal du Canada, ainsi que son travail réfléchi sur les institutions régionales et culturelles comme fondement des relations entre les Autochtones et l'État au Canada.

« À son insu, Tom a contribué à lancer ma carrière », se souvient Daniel Schwanen, vice-président principal de l'Institut C.D. Howe.

« Au début de ma carrière, j'ai écrit un article interprétant ses premières réflexions sur la politique monétaire et le taux de change flexible du Canada, explique Schwanen. Plus tard, lorsque j'ai coédité avec lui une série d'articles sur l'intégration nord-américaine, il a été profondément gratifiant de travailler aux côtés d'un économiste aussi érudit et compétent. »

« Tom était le principal expert du fédéralisme fiscal canadien », ajoute Alexandre Laurin, vice-président et directeur de la recherche de l'Institut.

Les postes universitaires de Tom comprenaient ceux de professeur d'économie à l'Université Western, de professeur invité à l'École nationale d'administration publique, et de titulaire de la chaire John P. Robarts en études canadiennes à l'Université York.

En 1988, il a accepté la direction de la School of Policy Studies de l'Université Queen's, et de 1992 jusqu'à sa retraite, il a occupé le poste de professeur Jarislowsky-Deutsch en économie et politique financière.

Officier de l'Ordre du Canada et membre de la Société royale du Canada, il a également reçu des doctorats honorifiques de l'Université Western, de l'Université de la Saskatchewan et de l'Université de Regina.

« Heureusement pour la profession d'économiste, pour les politiques publiques canadiennes et pour l'Institut C.D. Howe, l'énergie et l'écriture prolifique de Tom correspondaient à la grande variété de sujets sur lesquels il avait des choses importantes à dire », déclare William B.P. Robson, président-directeur général de l'Institut C.D. Howe. « Nous nous joignons à sa famille, à ses collègues et à ses amis pour pleurer sa disparition et célébrer ses énormes contributions à son pays. »

LE PERSONNEL DE L'INSTITUT

CHARGÉS DE RECHERCHE EN 2025

CHARGÉS DE RECHERCHE INVITÉS

Steve Ambler
Catherine Beaudry
Gherardo Caracciolo
Don Drummond
Kent Fellows
Katherine Fierlbeck
Yves Giroux
Fred Horne
David Jones
Thorsten Koeppel
John Lester
Andrew Sancton
Anindya Sen
Mikal Skuterud
Ari Van Assche
Mark Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE PRINCIPAUX

Elyse Allan
Richard Alvarez
Richard Anderson
John Armstrong
Robert Bell
Paul Bourque
Jordan Brennan
Kathryn Bush
Alister Campbell
Dan Ciuriak
Christy Clark
John Crow
John Curtis
Ben Dachis
Kevin Dancey
Leo de Bever
Joanne De Laurentiis
Edward Devlin
Dwight Duncan
Timothy Duncanson
Janet Ecker

Kenneth G Engelhart
William Falk
Angela Ferrante
Graham Flack
Claude Forget
Neil Fraser
Allan Gregg
Malcolm Hamilton
Ken Hartwick
Lawrence Herman
Glen Hodgson
Philip Howell
Jamey Hubbs
Lawson Hunter
Mitzie Hunter
Paul Jenkins
Maureen Jensen
Jon Johnson
David Jones
Jason Kenney
Jim Keohane
Thomas Kierans
John Knubley
Timothy Lane
Guillaume Lavoie
Sheila Leggett
Nicholas LePan
Louis Lévesque
Wendy Levinson
Peter Levitt
Brian Lewis
Pierre Lortie
Jeffrey Lozon
Stephen Lucas
Bonnie Lysyk
Janice MacKinnon
John Manley
David Marshall
Jim McCarter
Brian Mills
Jack Mintz
Ronald Mock
Bernard Morency
John Murray
Hugh O'Reilly
David O'Toole
Stephen Orsini
Jonathan Ostry

Nick Pantaleo
John Pecman
James Pierlot
Gerard Protti
Nobina Robinson
Mark Romoff
Jeremy Rudin
Ian Russell
Marcel Saulnier
Shirlee Sharkey
Andy Smith
Mark Smith
Grant Sprague
John Stackhouse
Debra Steger
James K. (Jason) Stewart
Frank Swedlove
Gordon Thiessen
Travis Toews
Peter van Dijk
Les Viner
Edward Waitzer
Peter Wallace
Leonard Waverman
Harvey Weingarten
Peter Weltman
Michael Wernick
Howard Wetston
William White
Kenneth Whyte
Donald Wright
Barbara Zvan

CHARGÉS DE RECHERCHE

Charles Beach
Åke Blomqvist
Marcel Boyer
John Chant
Miles Corak
Michael Devereux
Donald Dewees
Wendy Dobson
Pierre Duguay
Pierre Fortin
Adam Found

John Helliwell
Ian Irvine
David Johnson
Cally Jordan
David Laidler
David Longworth
Ryan Manucha
Deirdre McCloskey
Angelo Melino
Miwako Nitani
Michael Parkin
Luba Petersen
John Richards
Isabelle Salle
William Scarth
Tammy Schirle
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Steven Tobin
Michael Trebilcock
Daniel Trefler
Thomas Wilson
Christopher Worswick
Jennifer Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE INTERNATION-AUX

David Andolfatto
Timothy Brennan
Martin Eichenbaum
Peter Howitt
Beatriz Leycegui Gardoqui
Mark Stabile
Lawrence White

LE PERSONNEL DE L'INSTITUT

Mawakina Bafale

Agent de recherche

Ana Remedios Bondoc

Coordonnatrice de bureau

Colin Busby

Directeur, Engagement en matière de politiques

Nikita Campbell

Agente des médias numériques

Nairy Cappiello

Agente principale des ressources humaines

Riley Coe

Agente de programmes

Nicholas Dahir

Agent de recherche

Aline Emirzian

Gestionnaire, Services généraux

Tasnim Fariha

Analyste de politique principale

James Fleming

Vice-président, éditeur

Rowena Jeffers

Contrôleuse

Holly Joys

Coordonnatrice principale du développement et des relations avec les membres

Angelica Kakridas

Agente de programmes

Kimberly van Dijk

Agente junior du développement – Conseils stratégiques

Kate Koplovich

Analyste principale des politiques

Jeremy Kronick

Vice-président, Analyse économique et stratégie, directeur du Centre de la politique financière et monétaire (Nommé président-directeur général de l'Institut C.D. Howe en mars 2026)

Alexandre Laurin

Vice-président et directeur de la recherche

Christopher Lawson

Agent principal de développement

Colin MacKenzie

Éditeur, *Intelligence Memos*

Peter MacKenzie

Analyste principal des politiques

Parisa Mahboubi

Analyste de politique principale

Lauren Malyk

Gestionnaire, Communications

Shanneal Otway

Planificatrice d'événements

Stephane Paris

Directeur du développement et des relations avec les membres

Christa Perez

Coordonnatrice principale de la recherche

Joan Price

Secrétaire générale et assistante de direction auprès du président/directeur général

Zain Rashid

Agent du développement, conseils de politiques

William B.P. Robson

Président-directeur général (Retraité le 28 février 2026)

Raquel Schneider

Agente des communications

Lilia Scudamore

Agente junior de l'avancement

Daniel Schwanen

Vice-président principal

Craig Seeley

Agent principal de programmes

Percy Sherwood

Rédacteur en chef adjoint et agent des communications

Mitch Tentsos

Planificateur principal d'événements

Dharti Thakkar

Coordonnatrice des finances

Tammy Trepanier

Planificatrice principale d'événements

Rosalie Wyonch

Codirectrice de la recherche

Tingting Zhang

Analyste de politique

Yang Zhao

Agente principale, Conception graphique et image de marque

ÉTATS FINANCIERS DE INSTITUT C.D. HOWE

31 DÉCEMBRE 2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
l'Institut C.D. Howe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut C.D. Howe (l'« Institut »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 1 mai 2026

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025

	Notes	2025 \$	2024 \$
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 872 182	8 245 335
Débiteurs		1 597 771	345 776
Charges payées d'avance		147 626	216 326
		7 617 579	8 807 437
Placements à long terme	4	7 826 149	6 261 452
Immobilisations	5	3 213 717	255 124
		18 657 445	15 324, 013
Passif			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	6	267 819	197 783
Produits reportés		3 423 305	3,676 711
		3 691 124	3 874 494
Passifs à long terme			
Apports en capital reportés		736 761	—
Loyers reportés	12	1 468 562	76 377
		5 896 447	3 950 871
Soldes de fonds			
Fonds investi en immobilisations	7	2 476 956	255 124
Fonds de fonctionnement		2 781 467	4 856 566
Fonds de dotation	8	7 502 575	6 261 452
		12 760 998	11 373 142
		18 657 445	15 324 013

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration,

 président du conseil

 président du comité d'audit, des finances et des risques

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

	Notes	2025 \$	2024 \$
Produits			
Apports et contributions		6 691 671	6 482 453
Produits tirés d'événements		1 677 501	1 444 364
Produits financiers – gains réalisés		240 722	394 567
Produits tirés de contrats		1 400	405
Produits financiers – pertes latentes sur les placements liés au fonds de fonctionnement		(44 151)	(1 536)
Vente de publications		3 649	3 897
		8 570 792	8 324 150
Charges			
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	9	8 250 939	7 955 917
Amortissement		173 120	131 810
		8 424 059	8 087 727
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		146 733	236 423

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

	Notes	Fonds investi en immobilisations \$	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2025 Total \$	2024 Total \$
Soldes au début de l'exercice		255 124	4 856 566	6 261 452	11 373 142	10 140 421
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges pour l'exercice		(165 127)	311 860	—	146 733	236 423
Gains latents sur les placements au cours de l'exercice	8	—	—	52 947	52 947	579 786
Produits financiers	8	—	—	845 961	845 961	200 779
Transfert aux produits reportés au cours de l'exercice	8	—	—	(127 033)	(127 033)	(174 267)
Transfert des produits reportés au cours de l'exercice	8	—	—	469 248	469 248	390 000
Achat d'immobilisations		3 131 713	(3 131 713)	—	—	—
Apports en capital reportés reçus		(744 754)	744 754	—	—	—
Soldes à la fin de l'exercice		2 476 956	2 781 467	7 502 575	12 760 998	11 373 142

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

	Notes	2025 \$	2024 \$
Activités d'exploitation			
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		146 733	236 423
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations		173 120	131 810
Amortissement des apports en capital reportés		(7 993)	(22 126)
Pertes latentes sur les placements liés au fonds de fonctionnement		44 151	1 536
Gains latents sur les placements liés au fonds de dotation	8	52 947	579 786
Désactualisation des loyers reportés		1 411 301	81 156
Amortissement des loyers reportés		(19 116)	(33 593)
		1 801 143	974 992
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement			
Débiteurs		(1 251 995)	241 740
Charges payées d'avance		68 700	(85 275)
Créditeurs et charges à payer		70 036	(189 859)
Produits reportés		(253 406)	(254 163)
		434 478	687 435
Activités d'investissement			
Achat d'immobilisations		(3 131 713)	(217 710)
Achat de placements		(3 108 944)	(1 653 937)
Produit de la vente de placements		1 500 096	2 241 538
		(4 740 561)	369 891
Activités de financement			
Apports en capital reportés reçus		744 754	—
Apports au fonds de dotation, produits financiers, moins les transferts	8	1 188 176	416 512
		1 932 930	416 512
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		(2 373 153)	1, 473 838
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		8 245 335	6 771 497
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		5 872 182	8 245 335
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :			
Trésorerie		308 102	338 915
Équivalents de trésorerie		5 564 080	7 906 420
		5 872 182	8 245 335

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2025

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins de restrictions résultant de directives précisées par le donateur, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les transferts des fonds de dotation vers les produits reportés sont comptabilisés conformément aux ententes convenues avec les donateurs.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée dans l'état des résultats.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

Placements

Les placements sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2025

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût au moment de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les résultats réels peuvent différer des estimations utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers. Des estimations sont utilisées pour comptabiliser certains éléments, y compris, mais sans s'y limiter, les charges à payer, les produits reportés et la durée de vie utile des immobilisations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement

Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation

Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les produits financiers désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Fonds investi en immobilisations

Dans le fonds investi en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2025

3. Engagements

L'Institut détenait un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, à Toronto, en Ontario, qui est venu à échéance le 31 août 2025. En 2025, l'Institut a conclu un nouveau bail pour les locaux situés au 110 Yonge Street, à Toronto, en Ontario, qui viendra à échéance le 30 septembre 2040. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ces baux se détaillent comme suit :

	\$
2026	305 824
2027	305 824
2028	305 824
2029	305 824
2030 et par la suite	3 588 413
	4 811 709

4. Placements

Les placements sont comptabilisés comme suit :

	2025 \$	2024 \$
Placements à long terme	323 574	—
Dotations à long terme	7 502 575	6 261 452
	7 826 149	6 261 452
Les placements sont composés des éléments suivants :		
Titres à revenu fixe	2 956 787	1 996 585
Titres de capitaux propres canadiens	1 161 793	930 220
Titres de capitaux propres internationaux	3 707 569	3 334 647
	7 826 149	6 261 452

Le coût initial des placements s'élevait à 6 684 750 \$ (5 173 000 \$ au 31 décembre 2024).

INSTITUT C.D. HOWE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2025

5. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2025 Valeur comptable nette	2024 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	187 331	99 829	87 502	11 039
Matériel informatique et logiciels	821 258	748 559	72 699	79 807
Matériel électronique	16 532	15 831	701	1 404
Matériel de conférence	309 383	68 106	241 277	54 241
Affichage	10 844	83	10 761	—
Améliorations locatives	2 847 447	46 670	2 800 777	108 633
	4 192 795	979 078	3 213 717	255 124

6. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer comprennent un montant de 1 209 \$ (2 685 \$ en 2024) à l'égard de sommes à payer à l'État.

7. Fonds investi en immobilisations

Le solde du fonds investi en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2025 \$	2024 \$
Immobilisations (note 5)	3 213 717	255 124
Apports en capital reportés	(736 761)	—
	2 476 956	255 124

INSTITUT C.D. HOWE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2025

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips \$	Jack Mintz \$	Études spéciales \$	Sylvia Ostry \$	Politique monétaire \$	Chaire William Robson \$	Total 2025 \$	Total 2024 \$
Solde au début de l'exercice	876 314	290 991	2 524 602	878 316	1 691 229	—	6 261 452	5 265 154
Gains (pertes) latents	14 287	2 534	27 831	6 243	18 209	(16 157)	52 947	579 786
Produits financiers	113 699	39 790	340 305	120 672	229 108	2 387	845 961	200 779
	1 004 300	333 315	2 892 738	1 005 231	1 938 546	(13 770)	7 160 360	6 045 719
Transfert aux produits reportés	(6 433)	(7 039)	(52 386)	(32 246)	(28 929)	—	(127 033)	(174 267)
Transfert des produits reportés	—	—	—	—	—	469 248	469 248	390 000
Solde à la fin de l'exercice	997 867	326 276	2 840 352	972 985	1 909 617	455 478	7 502 575	6 261 452

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale, à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant cumulatif de 127 033 \$ au titre des produits financiers réalisés (174 267 \$ en 2024) a été transféré aux produits reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2025 à 2028.

Au cours de l'exercice, un montant de 469 248 \$ (néant en 2024) a été transféré des produits reportés vers le Fonds de dotation de la chaire William Robson aux fins de placement et donc du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2026 à 2029.

Un nouveau fonds de dotation, le Fonds de dotation de la chaire William Robson, a été constitué en 2025 pour soutenir les travaux liés à la gouvernance et à la reddition de comptes dans le secteur public.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4).

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2025

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif et d'un régime de retraite à prestations définies à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 129 192 \$ (163 031 \$ en 2024).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé à cotisations définies, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 55 983 \$ (52 077 \$ en 2024).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

- a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes subies par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2025

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à son énoncé des politiques de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. Les politiques en matière de placement de l'Institut fournissent une définition des placements autorisés et prévoient des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

12. Provision pour améliorations locatives

Au cours de l'exercice 2025, l'Institut a comptabilisé une créance de 1 163 132 \$ au titre d'une allocation pour améliorations locatives conformément au contrat de location qu'a conclu l'Institut pour des locaux situés au 110 Yonge Street, Toronto (Ontario). L'allocation pour améliorations locatives représente la contribution du propriétaire aux coûts engagés par l'Institut pour l'aménagement d'améliorations locatives. À la fin de l'exercice, l'Institut satisfaisait aux conditions établies dans le contrat de location pour recevoir l'allocation; l'amortissement de l'allocation pour améliorations locatives commencera en 2026.

DEVENEZ MEMBRE

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec : Stéphane Paris au 416-937-0718, ou à SParis@cdhowe.org

APPUYEZ L'INSTITUT

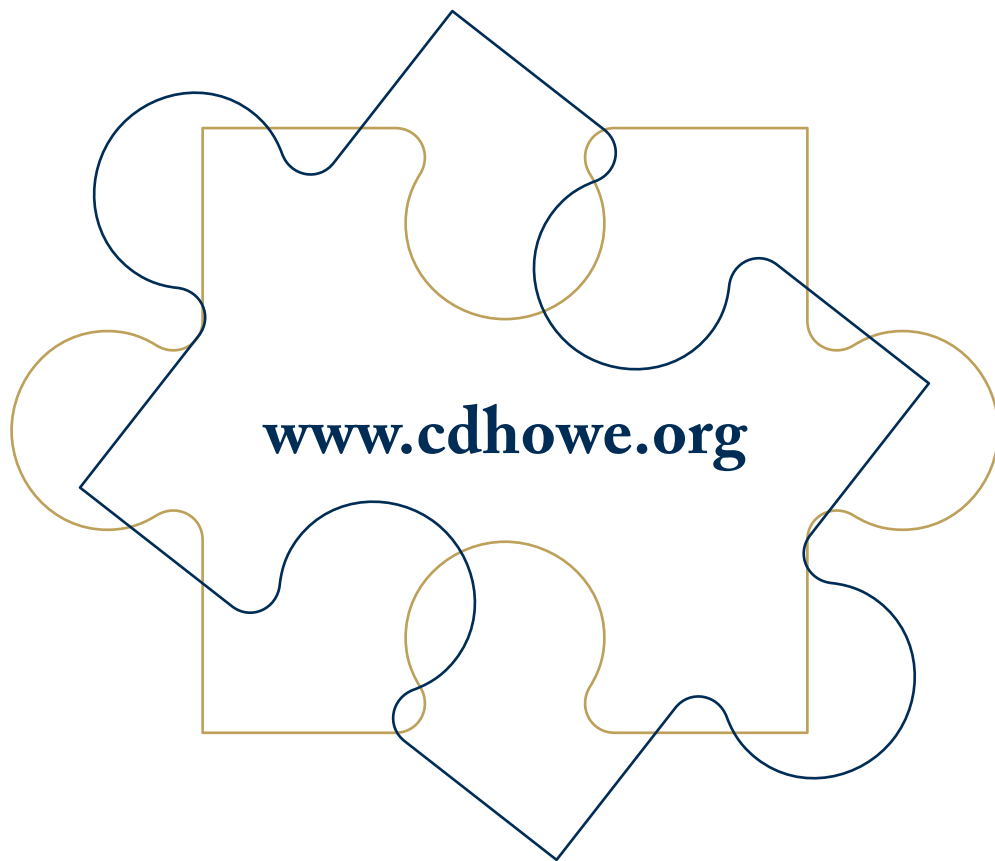
Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou sur notre site Web : cdhowe.org

110 Yonge Street, Suite 800, Toronto, ON, M5C 1T4

Crédits : Raquel Schneider, Chargée de communication; Nikita Campbell, agente des médias numériques, Lauren Malyk, gestionnaire, Communications, et Percy Sherwood, rédacteur en chef adjoint et agent des communications; conception par Yang Zhao, agente principale, Conception graphique et image de marque.



110, rue Yonge, bureau 800, Toronto (Ontario) M5C 1T4